



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

# Statistique Canada

## Rapport sur le rendement

Pour la  
période se terminant  
le 31 mars 2005

---

Le ministre de l'Industrie,  
David L. Emerson

# Table des matières

<b>Section I : Survol</b> .....	3
Message du Ministre .....	3
Déclaration de la direction .....	5
Renseignements sommaires .....	6
Rendement global de l'organisme .....	7
<b>Section II : Analyse du rendement par résultat stratégique</b> .....	13
Pertinence de l'information statistique .....	14
Recensement de la population .....	14
Recensement de l'agriculture.....	16
Statistiques sur les Autochtones.....	17
Statistique de la santé.....	18
Statistique de l'environnement .....	21
Statistique de l'éducation.....	23
Collectivités canadiennes.....	27
Statistiques sur la criminalité et la violence.....	30
Économie canadienne et marché du travail .....	32
Exactitude de l'information statistique .....	40
Couverture d'enquête.....	40
Erreur d'échantillonnage.....	42
Taux de réponse .....	44
Profils de révision des données statistiques.....	45
Actualité de l'information statistique.....	47
Calendrier de diffusion des données .....	47
Temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion.....	47
Accessibilité à l'information statistique.....	49
Accès par les médias .....	50
Accès par Internet .....	50
Possibilité d'interprétation des données statistiques.....	52
Disponibilité de renseignements additionnels .....	52
Cohérence de l'information statistique .....	53
Utilisation de systèmes de classification.....	53
Certaines initiatives visant à améliorer la cohérence.....	54
<b>Section III : Rendement financier</b> .....	55
Tableaux financiers récapitulatifs .....	55
<b>Section IV : Autres sujets d'intérêt</b> .....	59
Poursuite des efforts en vue de réduire le fardeau de réponse.....	59
Rapport d'étape sur l'Initiative d'amélioration des services .....	61
Nouveaux produits et services sur le site Web .....	62
Initiatives en matière de gestion .....	64
Mandat législatif .....	66

## Section I : Survol

### Message du Ministre

Une des grandes priorités du gouvernement du Canada consiste à bâtir une économie qui pourra relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle, une économie axée sur le savoir et la technologie et d'orientation mondiale. À l'appui de cet objectif, Statistique Canada et les 14 membres du Portefeuille de l'Industrie encouragent la recherche de base et la recherche avancée innovatrices, favorisent la commercialisation et l'adoption de nouvelles technologies et appuient l'échange d'idées novatrices à l'échelle des secteurs de notre économie. Nous nous affairons également à nouer de nouvelles relations et à resserrer les relations actuelles avec des partenaires internationaux, notamment dans les marchés naissants, en sciences et dans les domaines techniques spécialisés. Un des éléments essentiels de ce travail est un ensemble de règlements et de lois du marché qui favorisent l'innovation et la croissance stable. Grâce à nos efforts, le Portefeuille de l'Industrie contribue à l'édification d'une économie de classe mondiale axée sur le talent, les idées et l'initiative.

Le Portefeuille de l'Industrie compte Statistique Canada et 14 autres ministères ou organismes fédéraux, sociétés d'État ou organismes quasi-judiciaires. Ensemble, ces organisations contribuent à faire avancer le développement industriel et économique du Canada et favorisent le progrès en sciences et en technologie. L'avancement de ces priorités améliore l'état général de l'économie canadienne, donne l'occasion à l'ensemble des Canadiens de participer à notre développement économique et à notre prospérité, et contribue à la qualité de vie de tous les Canadiens.

De nombreuses initiatives du Portefeuille de l'Industrie prennent appui sur nos investissements stratégiques en recherche et en développement, et aident à mettre sur le marché des percées scientifiques et technologiques financées par les deniers publics. D'autres grands programmes et activités favorisent la croissance des entreprises et aident les secteurs industriels à faire preuve d'une plus grande innovation. Ensemble, les initiatives du Portefeuille de l'Industrie — et avant tout les résultats de ces initiatives — favorisent les adaptations et les transformations qu'exige l'économie mondiale.

Dans le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada pour la période se terminant le 31 mars 2005, on décrit les réalisations et les résultats de l'organisme.

Le rapport démontre la contribution de Statistique Canada à une meilleure gestion des affaires publiques en fournissant de l'information essentielle pour la prise de décisions fondées sur des faits. Il fournit un

#### *Les organisations membres du Portefeuille de l'Industrie sont les suivantes :*

- Agence de promotion économique du Canada atlantique<sup>2</sup>
- Agence spatiale canadienne
- Banque de développement du Canada<sup>1</sup>
- Commission canadienne du tourisme<sup>1</sup>
- Commission du droit d'auteur Canada
- Conseil canadien des normes<sup>1</sup>
- Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- Conseil national de recherches Canada
- Développement économique Canada pour les régions du Québec<sup>2</sup>
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada<sup>2</sup>
- Industrie Canada
- Société d'expansion du Cap-Breton<sup>1,2</sup>
- Statistique Canada
- Tribunal de la concurrence

1. *N'a pas à produire de Rapport sur le rendement.*

2. *Aux fins du Budget principal des dépenses, il ne s'agit pas d'un membre du Portefeuille.*

aperçu des principaux développements en vue des recensements de la population et de l'agriculture, qui auront lieu le 16 mai 2006 et dans le cadre desquels les Canadiens pourront répondre à l'aide d'une application en ligne sécuritaire. En outre, on y trouve des données statistiques sur plusieurs sujets importants aux yeux des Canadiens : la santé, l'éducation, les Autochtones, les collectivités canadiennes, l'environnement, l'économie et la criminalité. Le rapport fait également ressortir les grandes conclusions dans ces domaines et comprend des hyperliens vers le site Web de l'organisme pour les lecteurs désireux de consulter les publications intégrales. Enfin, il fournit l'assurance que des mesures strictes sont en place à Statistique Canada pour garantir des normes statistiques de bonne qualité et une gestion financière responsable.

En tant que membre du Portefeuille de l'Industrie, Statistique Canada a contribué au développement industriel et économique de notre pays. Le travail et les contributions de l'organisme font partie intégrante des efforts généraux du gouvernement consentis dans le but de créer et de favoriser des occasions qui reflètent à la fois le caractère économique et le caractère social du Canada. Grâce à ces efforts, nous investissons dans les gens, nos entreprises et notre avenir — nous obtiendrons alors une économie plus dynamique et prospère pour l'ensemble des Canadiens.

J'ai le plaisir de présenter le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada pour l'exercice 2004-2005.

---

Le ministre de l'Industrie,

David L. Emerson

## DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le Rapport ministériel sur le rendement de **2004-2005** de **Statistique Canada**.

Le document a été préparé en fonction des principes de reddition de comptes contenus dans le *Guide de préparation des rapports ministériels sur le rendement 2004-2005 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada*:

- Il est conforme aux exigences particulières de reddition de comptes décrites dans le guide;
- Il est fondé sur la structure de secteur d'activités approuvée de l'organisme;
- Il présente des renseignements uniformes, complets, équilibrés et précis;
- Il offre un modèle de responsabilisation pour les résultats atteints avec les ressources et les autorités allouées;
- Il fait état des sommes qui ont été allouées et approuvées dans le Budget des dépenses et les Comptes publics du Canada.

---

Ivan P. Fellegi

Statisticien en chef du Canada

## Renseignements sommaires

### Statistique Canada

**Raison d'être :** Le mandat de Statistique Canada consiste à fournir aux Canadiens des statistiques et des produits statistiques objectifs et impartiaux, des services et des analyses sur l'économie et la société canadienne qui sont pertinents et qui répondent aux questions d'actualité, remplissent les exigences légales et sont de bonne qualité.

### Ressources financières (en millions de dollars)

Dépenses prévues	Total des autorisations	Dépenses réelles
434,6	475,2	462,8

### Ressources humaines

Effectif prévu	Effectif réel	Différence
5 188	5 436	248

### Résumé du rendement de l'organisme pour chaque résultat stratégique, priorité et engagement

#### Résultat stratégique

**Fournir aux Canadiens des statistiques et des produits statistiques objectifs et impartiaux, des services et des analyses sur l'économie et la société canadienne qui sont pertinents et qui répondent aux questions d'actualité, remplissent les exigences légales et sont de bonne qualité.**

Priorités et engagements précis de 2004-2005 (non inclus dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2004-2005	Dépenses réelles 2004-2005	Résultats prévus et situation actuelle
Recensement de la population de 2006	43,2	41,4	pp 14-15
Programme de statistiques sur les Autochtones	4,7	4,8	pp. 17-18
Programme de la statistique de la santé de la population canadienne	17,8	16,2	pp. 18-21
Lacunes statistiques II	19,5	18,9	pp. 21-24, 27, 28-29, 32-37

# Rendement global de l'organisme

## Mandat, rôles et responsabilités

Le mandat de Statistique Canada provient principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de cette loi, l'organisme a pour rôle, sous l'autorité du ministre de l'Industrie, de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier de l'information statistique sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Ces activités sont particulièrement importantes dans une société ouverte et démocratique, puisqu'elles permettent de communiquer une information objective aux Canadiens et à leurs représentants élus sur l'évolution de notre société et de notre économie. Les entreprises, les organisations syndicales et les organismes à but non lucratif se servent également des produits d'information de l'organisme pour prendre des décisions éclairées.

Statistique Canada joue aussi le rôle de coordonnateur et de leader pour ce qui est du système statistique du pays. Par conséquent, l'organisme a établi plusieurs partenariats aux échelons fédéral, provincial et territorial. Les Canadiens ont tiré avantage de ces partenariats de nombreuses façons, entre autres par l'amélioration de la qualité des données grâce à des méthodes d'enquête plus facilement comparables; par la réduction du fardeau de réponse au moyen de l'utilisation de dossiers administratifs ainsi que du partage de données; par l'échange des meilleures pratiques entre les participants.

Les données de Statistique Canada sont utilisées à des fins de législation et de réglementation, ce qui comprend : la répartition des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); la répartition des recettes fiscales fédérales-provinciales (taxe de vente harmonisée); l'indexation de différents types de versements fédéraux aux bénéficiaires et de crédits d'impôt (*Loi de l'impôt sur le revenu*); l'établissement des critères d'admissibilité pour les prestations de retraite supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); la détermination de la répartition des sièges du Parlement dans les provinces et la définition des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); la désignation des régions nécessitant des services bilingues de la part du gouvernement fédéral (*Loi sur les langues officielles*); la mesure de la prévalence de sous-populations étant la cible principale du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*). La liste complète des lois fédérales qui donnent à l'organisme le mandat de recueillir ou de fournir des renseignements particuliers figure à la section IV du présent document.

## Organisation

Le ministre de l'Industrie est le ministre responsable de Statistique Canada devant le Parlement. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par sept statisticiens en chef adjoints (SCA) : quatre sont responsables de secteurs de programme et trois, des opérations techniques et de gestion à l'appui des programmes opérationnels. Le tableau qui figure à la page suivante fournit un aperçu de l'organisation et des ressources allouées par secteur d'activité.

Tableau 1 : Besoins en ressources de 2004-2005 par secteur de programme et secteur d'activité

Secteur d'activité										Total
	SCA Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Analyse et développement	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion	SCA Recettes nettes en vertu d'un crédit	Sous-totaux	
en millions de dollars										
Statistique économique et sociale	132,7 <sup>1</sup> <i>82,2</i> <sup>2</sup> <b>65,6</b> <sup>3</sup>	103,0 <i>100,5</i> <b>91,0</b>	32,6 <i>34,9</i> <b>34,1</b>	38,9 <i>26,7</i> <b>22,4</b>	82,0 <i>159,5</i> <b>140,4</b>	66,0 <i>99,2</i> <b>93,2</b>	38,5 <i>25,1</i> <b>23,1</b>	493,7 <i>528,2</i> <b>469,8</b>	117,1 <i>117,1</i> <b>70,0</b>	376,6 <i>411,1</i> <b>399,8</b>
Statistique du Recensement de la population	37,5 <i>39,3</i> <b>38,9</b>	0,0 <i>0,0</i> <b>0,0</b>	0,0 <i>0,0</i> <b>0,0</b>	0,0 <i>0,0</i> <b>0,0</b>	13,3 <i>12,9</i> <b>12,9</b>	19,0 <i>23,3</i> <b>23,2</b>	1,1 <i>1,6</i> <b>1,5</b>	70,9 <i>77,0</i> <b>76,5</b>	12,9 <i>12,9</i> <b>13,6</b>	58,0 <i>64,1</i> <b>62,9</b>
<b>Ensemble du programme</b>	170,2 <i>121,5</i> <b>104,4</b>	103,0 <i>100,5</i> <b>91,0</b>	32,6 <i>34,9</i> <b>34,1</b>	38,9 <i>26,7</i> <b>22,4</b>	95,3 <i>172,4</i> <b>153,3</b>	85,0 <i>122,5</i> <b>116,4</b>	39,6 <i>26,7</i> <b>24,7</b>	564,6 <i>605,2</i> <b>546,4</b>	130,0 <i>130,0</i> <b>83,6</b>	434,6 <i>475,2</i> <b>462,8</b>

Notes :

1. Les chiffres en caractères ordinaires correspondent aux dépenses prévues pour 2004-2005.
2. Les chiffres en italique correspondent aux autorisations totales en 2004-2005.
3. Les chiffres en caractères gras correspondent aux dépenses ou recettes réelles en 2004-2005.

Outre la structure organisationnelle fonctionnelle décrite ci-dessus, Statistique Canada emploie une structure matricielle pour régir la planification de ses opérations ainsi que pour répartir et gérer ses ressources. Par exemple, pour une enquête donnée, les secteurs spécialisés (secteurs de programme) utilisent les services centralisés de spécialistes de la méthodologie d'enquête, du développement de systèmes, de la collecte et du traitement des données d'enquête. Cette structure matricielle a permis à Statistique Canada de consolider ses fonctions d'infrastructure pour en arriver à une plus grande efficacité, se donner plus de souplesse et maintenir des centres d'expertise technique. Les ressources financières sont gérées à la fois du point de vue d'un secteur spécialisé (programme) et de celui d'un secteur de service (fonctionnalité). L'organisme forme aussi des équipes de projet ponctuelles pour résoudre de façon créative les problèmes techniques ou ceux liés aux programmes. Ces équipes de projet sont multidisciplinaires et transcendent les liaisons organisationnelles et de programmes.



## Partenariats

Les partenariats et les arrangements de partage des coûts avec d'autres ministères ou organismes ainsi que d'autres secteurs de compétence et organisations externes représentent un aspect intrinsèque de la réalisation de programmes depuis les années 1980. Ces liens sont essentiels dans l'élaboration de plans d'affaires efficaces. Statistique Canada continuera d'encourager de tels arrangements au cours de la période de référence étant donné qu'ils ont prouvé qu'ils étaient utiles non seulement pour répondre aux besoins des intervenants, mais aussi à ceux du système statistique national et de la communauté de recherche au Canada. Voici la description de certaines initiatives de partenariat :

- Statistique Canada fournit aux *coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux* une vaste gamme de produits d'information leur permettant de répondre aux besoins en information statistique de leurs administrations respectives.
- Dans le domaine de la statistique de la santé, Statistique Canada établit ses priorités en collaboration avec l'*Institut canadien d'information sur la santé, Santé Canada*, la Conférence fédérale-provinciale-territoriale du *Comité consultatif des sous-ministres de la santé* sur la gouvernance et la responsabilité, la nouvelle Agence de santé publique du Canada et d'autres organismes connexes.
- Le *Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation* est une équipe de gestion mixte composée de membres de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, prodigue des conseils au statisticien en chef au sujet du programme de la statistique de l'éducation à Statistique Canada.
- Le *Conseil de l'information juridique*, qui se compose de sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice ainsi que du statisticien en chef, fait des recommandations à ce dernier au sujet du programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.
- Le *Groupe de recherche sur les politiques*, qui est commun à plusieurs ministères et organismes, établit les priorités de Statistique Canada conformément à l'initiative Lacunes statistiques II, en réponse aux demandes d'information horizontale dans les domaines suivants : l'économie fondée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale, le développement humain et les défis et possibilités à l'échelle mondiale.
- Certains *distributeurs secondaires* du secteur privé sont titulaires d'une licence leur permettant de reconditionner et de revendre des données statistiques. Ces entreprises fournissent des données de Statistique Canada à valeur ajoutée visant à répondre aux besoins particuliers des consommateurs et des spécialistes des marchés interentreprises. En outre, plus de 100 entreprises sont titulaires d'une licence leur permettant de redistribuer des livres, des périodiques et des produits sur CD-ROM au nom de Statistique Canada.
- L'*Initiative de démocratisation des données* offre au monde universitaire un accès abordable et équitable aux données de Statistique Canada. Grâce à ce programme, 67 collèges et universités ont

accès aux produits de données électroniques courants de Statistique Canada moyennant des frais nominaux. On peut obtenir de plus amples renseignements sur cette initiative à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/Dli/dli\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/Dli/dli_f.htm).

- Le programme des *centres de données de recherche* (CDR) est une initiative lancée par Statistique Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines et un groupe d'universités en vue d'augmenter la capacité de recherche dans le domaine social au Canada et d'appuyer les spécialistes de la recherche en matière de politiques. Les CDR permettent aux chercheurs d'utiliser, dans un environnement universitaire sécuritaire, les microdonnées des enquêtes sur la population et les ménages. On peut obtenir de plus amples renseignements sur les CDR dans le site Web de Statistique Canada à cette adresse : [www.statcan.ca/francais/rdc/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/rdc/index_f.htm).

## Les valeurs et engagements publics

### *Engagements à l'égard de l'amélioration continue*

Bien qu'une part croissante des renseignements de Statistique Canada provienne de données administratives existantes, la plupart sont encore recueillis au moyen d'enquêtes auprès des entreprises et des ménages. Au cours de la dernière année, l'organisme a continué d'utiliser les dossiers administratifs et d'explorer d'autres moyens, comme la déclaration électronique, afin de minimiser le fardeau des répondants. La section IV, Autres sujets d'intérêt, comprend un aperçu des initiatives qui ont été réalisées en 2004-2005 dans le but de réduire le fardeau de réponse.

### *Valeurs de Statistique Canada*

Statistique Canada reconnaît que les répondants aux enquêtes constituent son atout le plus précieux. En effet, leur bonne volonté et leur collaboration lui permettent de produire de l'information fiable grâce aux résultats d'enquêtes. L'organisme s'engage à respecter deux principes fondamentaux à leur égard : le premier consiste à protéger les **renseignements personnels** qu'ils lui confient et le deuxième, à trouver des moyens novateurs de **réduire le temps passé** à remplir les questionnaires d'enquêtes et à essayer d'utiliser les données existantes afin de réduire au minimum le nombre d'enquêtes.

## Environnement opérationnel et défis

Environ 92 % du budget total de Statistique Canada est alloué aux programmes statistiques dictés par la loi, les instruments réglementaires et les obligations contractuelles. Pour établir ses priorités, l'organisme se fie aux avis de ses intervenants, dont le principal est le Conseil national de la statistique. En outre, un réseau de comités consultatifs dans les grands secteurs statistiques veille à ce que les produits des programmes soient pertinents. Un système de planification rigoureux a également été mis en place pour établir un équilibre entre les nombreuses priorités, qui sont souvent conflictuelles, et pour surveiller le progrès des initiatives approuvées. Le système de contrôle de la planification et du rendement de l'organisme assure le maintien de l'efficacité des programmes statistiques en rattachant les plans stratégiques et opérationnels ainsi que le rendement des programmes aux ressources allouées et aux résultats à atteindre. Les priorités sont définies en fonction des programmes, des domaines techniques ou des secteurs de direction qui requièrent le plus d'attention au cours de la période de planification.

En 2004-2005, plusieurs initiatives ont été considérées comme des priorités par Statistique Canada : les recensements de la population et de l'agriculture de 2006; Lacunes statistiques II; le Programme de statistiques sur les Autochtones; le programme de la statistique de la santé; l'élaboration d'un nouveau cadre pour le programme de la statistique juridique; le projet du Système d'information sur les sciences et la technologie; le projet des résultats économiques chez les immigrants; le remaniement de l'Enquête sur la population active. Parmi ces initiatives, le Test du recensement, qui a été réalisé en mai 2004 en prévision des recensements de 2006, a été l'un des principaux défis qu'a dû relever l'organisme.

On prévoit apporter plusieurs modifications importantes aux prochains recensements, y compris l'envoi par la poste des questionnaires à quelque 70 % des ménages, l'offre d'une option de déclaration en ligne, ainsi que l'intégration et le traitement automatisés des questionnaires retournés par la poste et par Internet et de ceux auxquels on a répondu par téléphone. Le Test du recensement a permis à Statistique Canada de mettre à l'essai ses nouveaux systèmes de géographie et de registre des adresses de nombreux éléments de l'infrastructure informatique et plusieurs modifications apportées aux questionnaires du recensement. L'essai a été couronné de succès et l'évaluation a montré que le nouveau processus est fondamentalement valable et fonctionnel, et que les taux de réponse par Internet sont encourageants. Dans le présent rapport, la section II, intitulée Analyse du rendement par résultat stratégique, comprend une description des résultats obtenus en regard des priorités et d'autres initiatives importantes de l'organisme. L'information est présentée conformément au cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada et les résultats stratégiques sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités* de 2004-2005.

En 2003-2004, en réponse aux contraintes financières éprouvées dans de nombreux secteurs, Statistique Canada a lancé l'Initiative de rationalisation stratégique (IRS), dans le cadre de laquelle la charge de travail et le déroulement des opérations dans divers secteurs de l'organisme ont été examinés et améliorés afin d'accroître l'efficacité sans nuire à la qualité des données. L'initiative s'est poursuivie en 2004-2005. L'IRS est également devenue une occasion pour l'organisme de mieux se positionner pour répondre aux nouveaux besoins en information que suscitent les initiatives gouvernementales. Voici quelques-unes des activités :

- la simplification des questionnaires de l'Enquête annuelle des manufactures afin de les rendre compatibles avec les principes comptables généralement reconnus;
- la réduction de l'infrastructure des bureaux régionaux;
- la gestion améliorée du portefeuille de grandes entreprises répondantes;
- la prise de mesures pour faciliter la déclaration électronique des données;
- une plus grande utilisation des données fiscales administratives.



## Section II : Analyse du rendement par résultat stratégique

L'objectif fondamental de Statistique Canada est la production d'information statistique pertinente et fiable. La confiance du public dans la qualité de cette information est également essentielle. Si l'information devient suspecte, la crédibilité de l'organisme est remise en question et sa réputation en tant que source objective et autonome d'information fiable est menacée. La gestion de la qualité de l'information statistique joue donc un rôle essentiel dans la gestion globale de l'organisme.

Statistique Canada définit la qualité de l'information statistique en fonction de l'« adéquation des données à leur utilisation ». Pour évaluer la qualité de l'information, l'organisme utilise les six éléments de son cadre d'assurance de la qualité ([www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=12-586-X&CHROPG=1](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=12-586-X&CHROPG=1)) qui sont définis dans le tableau ci-dessous.

Critère de rendement	Définition	Pages
Pertinence de l'information	Degré d'adéquation entre l'information statistique et les besoins des clients. L'information disponible doit permettre de clarifier les enjeux qui importent le plus aux utilisateurs des données. L'information produite est nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques et la prise de décisions, ainsi que pour faire face aux nouvelles questions. On apporte aussi des changements aux programmes statistiques, à la suite de consultations externes, afin de produire de l'information encore plus pertinente pour les utilisateurs de données.	14-39
Exactitude de l'information	Degré de concordance entre l'information statistique et la description fidèle du phénomène qu'elle doit mesurer. Il est généralement exprimé en fonction de l'erreur dans les estimations statistiques et se répartit traditionnellement en deux composantes : le biais (erreur systématique) et la variance (erreur aléatoire). On décrit également le degré d'exactitude selon les principales sources d'erreurs susceptibles de produire des données inexactes (p. ex. une couverture incomplète, l'erreur d'échantillonnage, la non-réponse [telle qu'indiquée par les taux de réponse] et les profils de révision des données statistiques).	40-46
Actualité de l'information	Temps qui s'écoule entre la fin de la période de référence des données et le moment où cette information est publiée. Le respect des dates de diffusion préétablies pour les séries courantes constitue le principal critère dont dispose l'organisme pour mesurer le rendement en ce qui a trait à l'actualité de l'information. Les dates de diffusion pour l'année à venir sont affichées sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse suivante : <a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a> .	47-48
Accessibilité à l'information	Facilité avec laquelle on peut obtenir l'information statistique. Il peut s'agir aussi bien de la facilité d'accès que de la convivialité du format ou du support qui sert à obtenir l'information. Les deux principaux indicateurs de rendement liés à ce critère sont l'accès par l'intermédiaire des médias et l'accès par Internet.	49-51
Interprétation des données	Dépend de la disponibilité des renseignements supplémentaires et des métadonnées nécessaires pour en permettre une interprétation et une utilisation correctes. Ces renseignements comprennent habituellement les concepts sous-jacents, les variables et les classifications utilisés, les méthodes de collecte et de traitement des données, ainsi que les indications de l'exactitude des données statistiques.	52
Cohérence de l'information	Degré de compatibilité entre l'information statistique et d'autres données statistiques à l'intérieur d'un vaste cadre analytique au fil du temps. L'utilisation de concepts, de classifications et de populations cibles normalisés favorise la cohérence, tout comme l'utilisation de méthodes communes à l'ensemble des enquêtes.	53-54

## Pertinence de l'information statistique

Dans le *Rapport sur les plans et les priorités* (RPP) de 2004-2005, plusieurs responsables de programmes statistiques ont indiqué les activités qu'ils ont planifiées en vue de fournir l'information statistique requise pour éclairer l'élaboration des politiques et les prises de décisions (section 4.1 du RPP), ainsi que pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations. En outre, un certain nombre d'entre eux ont apporté des modifications à leur programme statistique en vue de tenir compte des commentaires directs de leurs clients et des conseils externes.

La présente section donne une description des initiatives achevées en 2004-2005 en ce qui a trait à la pertinence de l'information statistique. Les résultats d'enquête sont résumés et un hyperlien vers le site Web de Statistique Canada est fourni à l'intention des lecteurs souhaitant obtenir des renseignements plus détaillés. L'information couvre neuf grands thèmes : le Recensement de la population; le Recensement de l'agriculture; les statistiques sur les Autochtones; la statistique de la santé; la statistique de l'environnement; la statistique de l'éducation; les collectivités canadiennes; les statistiques sur la criminalité et la violence; l'économie canadienne et le marché du travail.

Il est important de noter que la section du présent rapport portant sur la pertinence de l'information statistique fait ressortir les grandes réalisations de Statistique Canada en ce qui concerne son programme financé en surplus de son budget principal. L'organisme publie également, dans le cadre de son programme financé par le budget principal, de l'information statistique sur 29 principaux indicateurs économiques (p. ex. l'Enquête sur la population active, l'Indice des prix à la consommation, le produit intérieur brut). Cette information économique clé est la plus pertinente pour les Canadiens, car elle sert à élaborer des politiques monétaires et économiques au pays. On peut consulter la liste des 29 indicateurs économiques à cette adresse : [www.statcan.ca/francais/Release/2005\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/Release/2005_f.htm).

### RECENSEMENT DE LA POPULATION

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

#### • Résultats du Recensement de la population de 2001

Durant l'exercice 2004-2005, le cycle de diffusion des données du Recensement de 2001 s'est conclu par la diffusion de données de recensement détaillées sur les caractéristiques démographiques, sociales et économiques de la population. D'importants produits Internet standardisés, spécialisés et de référence ont été diffusés gratuitement sur le site Web de Statistique Canada au moyen du module Recensement du Canada de 2001. Ces produits comprennent :

- plus de 70 tableaux thématiques supplémentaires pour divers thèmes et niveaux de détail géographique;
- plus de 12 rapports techniques et guides de l'utilisateur supplémentaires portant sur divers sujets;

- la base de données du Profil de la population autochtone;
- d'autres données sur la santé à l'échelle des régions sociosanitaires dans les sous-modules Internet Profils des communautés de 2001 et Profil de la population autochtone de 2001;
- une fonctionnalité cartographique pour le Profil des circonscriptions électorales fédérales de 2001 (selon l'ordonnance de représentation de 2003);
- le fichier de microdonnées à grande diffusion du Recensement de 2001 à l'intention des chercheurs.

En outre, dans ses efforts permanents en vue de fournir une plus grande quantité de données de recensement historiques aux utilisateurs, Statistique Canada a produit quatre profils intitulés Profils de secteurs électroniques du Recensement de 1996, qu'il a diffusés et mis gratuitement sur son site Web dans le module Recensement du Canada de 2001. Ce module peut être consulté à l'adresse suivante : [www12.statcan.ca/francais/census01/home/index.cfm](http://www12.statcan.ca/francais/census01/home/index.cfm).

### • Recensement de la population de 2006

Le 16 mai 2006, le Canada mènera son 20<sup>e</sup> Recensement de la population depuis la Confédération. Plusieurs changements importants sont en cours en prévision de ce recensement. Par exemple, pour la première fois, les Canadiens pourront remplir leur questionnaire au moyen d'une application en ligne sécuritaire et efficace. Les questionnaires seront envoyés par la poste à environ 70 % des habitants du pays et le suivi concernant l'information manquante sera centralisé. Les recenseurs des régions n'examineront plus les questionnaires remplis et la saisie manuelle des données sera remplacée par la technologie de pointe de reconnaissance intelligente de caractères. Par conséquent, les Canadiens auront le choix entre une gamme de méthodes de réponse et bénéficieront d'une meilleure protection des renseignements personnels. La diffusion des résultats du recensement sera également plus rapide. Le Test du recensement réalisé en 2004 a permis de valider les nouvelles méthodologie et technologie au moyen d'un échantillon de 300 000 ménages. Le taux de réponse à ce Test du recensement à participation volontaire a été de 65 %, chiffre comparable à ceux obtenus lors des tests antérieurs, et 10 % ont rempli le questionnaire en ligne, sans aucune communication publique. Le test a prouvé la viabilité de tous les processus et systèmes importants, et il a indiqué qu'il fallait apporter quelques améliorations qui seront mises en application dans le cadre du Recensement de 2006, lequel permettra de recueillir des renseignements auprès de quelque 13,5 millions de logements.

Six ministères et organismes fédéraux (Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Développement social Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, Patrimoine canadien, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, et Citoyenneté et Immigration Canada) ont versé, en tout, 52,3 millions de dollars pour financer un recensement complet qui fournira des renseignements essentiels sur plusieurs caractéristiques socioéconomiques de la population canadienne. Statistique Canada affectera également 6 millions de dollars supplémentaires au projet du recensement.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur le Recensement du Canada de 2006 à cette adresse : [www12.statcan.ca/francais/census06/index.cfm](http://www12.statcan.ca/francais/census06/index.cfm).

## RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE

### *Critère de rendement : Pertinence*

*Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.*

- **Recensement de l'agriculture de 2001**

La diffusion de la publication *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne* en juin 2004 a mis le point final à la gamme de produits du Recensement de 2001. « *Coup d'œil* » met les données du recensement à la portée de tous les Canadiens grâce à des articles analytiques, qui sont jugés particulièrement intéressants par les enseignants, auxquels est offerte une trousse de l'enseignant en ligne complémentaire ([www.statcan.ca/francais/kits/agric04/lesson\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/kits/agric04/lesson_f.htm)). Chaque leçon est assortie d'une version électronique de l'article original figurant dans l'ouvrage, y compris des photos, des graphiques et des tableaux. Afin de soutenir l'intérêt des enseignants, les leçons ont été diffusées en cinq étapes de juin 2004 à mars 2005. La stratégie a été très fructueuse, car le nombre d'appels de fichiers de la trousse est monté en flèche après chaque diffusion et a excédé le nombre enregistré pour d'autres éléments de la gamme de produits électroniques du Recensement de l'agriculture. Tous les produits sont disponibles en ligne dans le module Recensement de l'agriculture de 2001 à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index_f.htm).

- **Recensement de l'agriculture de 2006**

Les changements apportés en vue du Recensement de la population de 2006 ont aussi été effectués en vue du Recensement de l'agriculture qui aura lieu le 16 mai 2006. En effet, les répondants posteront les questionnaires remplis pour qu'ils soient acheminés vers un centre de traitement haute sécurité central, ce qui exclut le besoin de recenseurs dans les régions et répond aux préoccupations de longue date en matière de confidentialité des renseignements personnels, particulièrement dans les régions rurales. Les répondants pourront aussi remplir leur questionnaire de façon électronique. Aussitôt que son contenu a été approuvé par les membres du Cabinet en avril 2005, le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 2006 a été affiché sur le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index_f.htm)). Un an plus tôt, le Test du recensement de mai 2004 avait fourni les mesures quantitatives et qualitatives requises pour perfectionner le contenu proposé du questionnaire ainsi que les systèmes de collecte et de traitement des données pour le Recensement de 2006. La version Internet du questionnaire, auquel tous les exploitants agricoles canadiens auront accès pour la première fois en 2006, a été un des éléments réussis du Test du recensement de 2004. Le développement des systèmes de traitement s'est poursuivi durant l'exercice 2004-2005. Durant la dernière année avant la tenue du recensement, le Programme de communications du recensement a pris de l'élan en visant à sensibiliser le public au projet grâce au soutien de tiers, à des contacts avec le public et à une exposition aux médias. Le Programme de communications du recensement a toujours appuyé conjointement le Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture; cependant, le Recensement de 2006 marque une rupture de cette tradition, car le programme du Recensement de l'agriculture se chargera de cibler certains aspects des communications durant la période menant au jour du recensement, tout en continuant de profiter d'activités rentables, comme la publicité payante planifiée.



## STATISTIQUES SUR LES AUTOCHTONES

- **Initiative des données relatives aux Autochtones**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

En mars 2005, Statistique Canada a achevé une étude de deux ans sur la mise en place éventuelle d'un programme permanent de statistiques sur les Autochtones. L'étude avait pour but d'examiner diverses composantes du programme (c.-à-d. les enquêtes menées dans les réserves et hors des réserves, les statistiques sur le secteur public des Premières nations, les projections et les estimations démographiques concernant les Autochtones, ainsi que la création d'une capacité statistique) et de tester les aspects opérationnels et liés aux domaines spécialisés importants d'un tel programme. Un rapport sera publié à l'automne 2005, ce qui permettra d'élaborer des options de mise en œuvre et de financement d'un programme permanent de statistiques sur les Autochtones. Ce programme pourrait fournir des renseignements importants nécessaires pour produire des rapports sur les résultats et les progrès, et permettrait à Statistique Canada de répondre aux besoins de données qui émergeront des discussions en cours entre le gouvernement du Canada et les groupes autochtones.

- **Enquête auprès des peuples autochtones — Les enfants qui vivent hors réserve**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2001 a été élaborée en partenariat avec plusieurs organismes autochtones nationaux ainsi qu'avec certains ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux. En juillet 2004, en se basant sur les résultats de l'EAPA, Statistique Canada a publié un rapport sur la santé, le niveau de scolarité et la langue des enfants métis, inuits et nord-amérindiens qui vivent hors réserve. Voici quelques faits saillants du rapport :

- L'autoévaluation de la santé des enfants autochtones vivant hors réserve diffère légèrement de celle de l'ensemble des enfants canadiens. Parmi la population autochtone vivant hors réserve, les parents de 83 % des enfants de cinq ans et moins ont déclaré que la santé de ceux-ci était très bonne ou excellente, comparativement à 90 % pour l'ensemble des enfants canadiens.
- Les enfants autochtones vivant hors réserve participent assidûment à des activités parascolaires. Ainsi, 71 % d'entre eux participaient à des activités sportives au moins une fois par semaine, 34 % passaient du temps avec des aînés au moins une fois par semaine, 31 % participaient à des activités artistiques et musicales et 30 %, aux activités de clubs ou de groupes de jeunes, de joueurs de tambour ou de danse au moins une fois par semaine, tandis que 21 % faisaient du bénévolat dans la collectivité ou à l'école au moins une fois par semaine.
- Il existe une corrélation entre la participation fréquente à des activités parascolaires et la performance scolaire. Les enfants autochtones vivant hors réserve qui participaient fréquemment à ce genre d'activités étaient plus susceptibles que les autres de très bien réussir à

l'école, d'après les déclarations des parents (fondées sur ce qu'ils savaient du travail scolaire de leur enfant, y compris les bulletins).

Le rapport complet de l'étude peut être consulté sur Internet à cette adresse : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub\\_f.cgi?catno=89-597-XIF2001001](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=89-597-XIF2001001).

## STATISTIQUE DE LA SANTÉ

- **Indicateurs de la santé**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

En février 2003, les premiers ministres du Canada ont conclu un deuxième accord en matière de santé. L'un des éléments clés de cet accord est l'engagement des secteurs de compétence fédéraux, provinciaux et territoriaux de publier une série d'indicateurs à l'intention de leurs citoyens respectifs. Plusieurs ajouts ont été faits à la gamme d'indicateurs établie lors de la signature du premier accord (celle-ci a été publiée en septembre 2002). Les nouveaux indicateurs comprennent des domaines sur lesquels s'est concentré le deuxième accord, à savoir l'accès aux soins de santé primaires et la qualité de ces derniers, ainsi que la couverture des médicaments onéreux.

Statistique Canada a participé à l'élaboration et à la création de ces indicateurs, et a fourni les données pour la production de plus de 70 % d'entre eux. Les indicateurs de la santé comparables ont été publiés sur le site Web de Statistique Canada en décembre 2004 et peuvent être consultés par le public à l'adresse suivante : ([www.statcan.ca/francais/freepub/82-401-XIF/2002000/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-401-XIF/2002000/index_f.htm)). Le projet des indicateurs a présenté un défi, mais aussi une excellente occasion d'élargir la gamme de données sur la santé pour concevoir des indicateurs statistiques susceptibles de jouer un rôle important dans la surveillance permanente de la santé de la population et d'offrir à cette dernière les moyens d'évaluer le rendement du système de santé actuel.

- **Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — Santé mentale et bien-être**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) est réalisée chaque année en partenariat avec Santé Canada et l'Institut canadien d'information sur la santé. L'objectif principal de l'enquête est de recueillir des données sur la santé au niveau de géographie infraprovincial (région sociosanitaire ou groupe de régions sociosanitaires) au cours des années impaires. Dans le cadre de ces cycles, on pose aux Canadiens des questions sur leur santé et leur bien-être, les facteurs qui influent sur leur santé et leur utilisation des services de santé. Durant les années paires, la taille de l'échantillon de l'ESCC est plus petite, ce qui permet d'étudier des sujets précis plus en détail. L'ESCC de 2002 avait pour thème la santé mentale et le bien-être, sujets qui ont par la suite formé l'élément central d'une série d'articles et d'un troisième rapport annuel sur la santé des Canadiens.

Le premier article de ce rapport, intitulé « Trouble d'anxiété sociale — Plus que de la timidité » ([www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/anxiety\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/anxiety_f.htm)), révèle qu'en 2002, 750 000 Canadiens de 15 ans et plus (3 %) souffraient d'un trouble d'anxiété sociale. Ces personnes couraient aussi un risque beaucoup plus élevé de présenter un trouble dépressif majeur, un trouble panique ou une dépendance à l'alcool ou à la drogue, comparativement à l'ensemble de la population. Le trouble d'anxiété sociale est associé à un taux d'incapacité plus élevé, à une perception négative de l'état de santé physique et mentale, et à une insatisfaction à l'égard de la vie.

Le deuxième article, intitulé « Trouble bipolaire I, soutien social et travail » ([www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/bipolar\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/bipolar_f.htm)), indique qu'environ 450 000 personnes de 25 à 64 ans (2,6 %) étaient atteintes d'un trouble bipolaire I chronique. La dépendance à l'alcool, l'asthme, les migraines, l'obésité et le trouble panique étaient beaucoup plus fréquents chez ces personnes que dans l'ensemble de la population. Les personnes atteintes d'un trouble bipolaire I qui ont déclaré avoir un accès direct à un soutien tangible (p. ex. quelqu'un qui pouvait les aider dans leurs tâches ménagères) avaient plus de chances d'être employées que celles ayant moins facilement accès à un tel soutien.

Le troisième article, intitulé « Trouble panique et comportements d'adaptation » ([www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/panic\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/panic_f.htm)), révèle qu'environ 1,5 % de la population avait présenté un trouble panique au cours de l'année précédente. L'âge moyen au moment de la première manifestation est 25 ans. Les personnes atteintes d'un trouble panique étaient moins susceptibles de travailler et plus susceptibles d'être inaptes au travail de façon permanente que celles n'ayant jamais souffert de ce trouble. Les comportements d'adaptation négatifs, dont l'usage du tabac et la consommation d'alcool et de drogues, sont plus fréquents chez les personnes présentant un trouble panique.

Enfin, le quatrième article, intitulé « Dépendance à l'alcool et aux drogues illicites » ([www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/dependence\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-SIF/2004000/dependence_f.htm)), indique qu'environ 640 000 personnes (2,6 % de la population à domicile de 15 ans et plus) avaient une dépendance à l'alcool et environ 195 000 (0,8 %), aux drogues illicites. Le taux de dépression était plus élevé chez ces personnes que dans l'ensemble de la population. L'abus d'alcool plus d'une fois par semaine est un facteur de risque d'un nouvel épisode dépressif, et la dépression est un facteur de risque de nouveaux cas d'abus fréquents d'alcool.

- **Enquête canadienne sur les mesures de la santé**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

En collaboration avec Santé Canada et l'Agence de santé publique du Canada, Statistique Canada prévoit lancer l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé (ECMS) à l'automne 2006. L'ECMS a pour but de surmonter les limites de l'information existante de surveillance de la santé grâce à la mesure directe d'indicateurs des maladies chroniques, des maladies infectieuses, de l'exposition aux produits toxiques pour l'environnement, de l'activité physique et de la condition physique auprès d'un échantillon national représentatif de 5 000 Canadiens de 6 à 79 ans. En prévision du lancement de l'ECMS, un essai a été réalisé en 2004-2005. Les objectifs principaux étaient : de déterminer si les Canadiens étaient disposés à

participer à ce genre d'enquête; d'évaluer les taux de réponse à l'enquête et à toutes les mesures directes de l'état de santé; d'évaluer les hypothèses de planification de l'enquête concernant la logistique et les coûts; d'évaluer les processus et le matériel d'enquête. L'essai a été réalisé dans la région sociosanitaire de Calgary d'octobre à décembre 2004.

L'essai de l'ECMS a été bien accepté par la population de Calgary. Le taux de réponse, quoiqu'il n'ait pas atteint le niveau de qualité habituellement élevé obtenu par Statistique Canada, a été jugé acceptable pour ce genre d'activité statistique. L'essai a indiqué que le temps et les ressources nécessaires pour établir la clinique de l'ECMS et l'infrastructure requise étaient supérieurs aux estimations. De nombreux enseignements importants ont été tirés de l'essai en ce qui concerne la logistique de la mise en place et du fonctionnement de la clinique. Plus particulièrement, on a recueilli de l'information sur la dotation en personnel, la durée des visites à la clinique et l'établissement du calendrier de celles-ci, les systèmes de communication et de saisie des données, le caractère approprié de certaines mesures et la sélection des questionnaires. La conclusion globale de l'essai est que les Canadiens semblent être intéressés par une enquête de cette nature et l'appuyer, et que l'ECMS permettrait de produire des données de qualité sur l'état de santé de la population canadienne. Cependant, d'autres méthodes de collecte de données devront être étudiées en vue de déterminer si le modèle utilisé pour l'essai est celui qui donnera les meilleurs résultats dans les délais établis pour l'enquête et avec le budget disponible.

D'autres renseignements sur l'ECMS peuvent être obtenus à cette adresse :  
[www.statcan.ca/francais/survey/household/measurements/measurements\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/survey/household/measurements/measurements_f.htm).

- **Enquête sur le tabagisme chez les jeunes de 2002**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

L'objectif principal de l'Enquête sur le tabagisme chez les jeunes de 2002 était de fournir des renseignements à jour sur l'usage du tabac chez les élèves de la 5<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année et d'évaluer les changements survenus depuis l'enquête précédente réalisée par Statistique Canada en 1994. L'enquête, financée par Santé Canada, visait à aider à l'évaluation et à la mise en œuvre de politiques et de programmes de lutte contre le tabagisme. En outre, l'enquête de 2002 visait à recueillir des données de base sur la consommation d'alcool et de drogues par les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année, contribuant ainsi à la Stratégie canadienne antidrogue.

Environ 19 000 enfants répartis dans 955 classes sélectionnées au hasard parmi les écoles des 10 provinces ont participé à l'enquête. Ils représentaient plus de 2 millions d'élèves de la 5<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année, dont la plupart avaient entre 10 et 14 ans.

Les résultats de l'enquête indiquent que, de 1994 à 2002, le taux de tabagisme chez les jeunes Canadiens de la 5<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année a diminué de plus de la moitié. Un peu moins de 3 % de ces élèves, soit environ 54 000 jeunes, ont déclaré qu'ils fumaient au moment de l'enquête. Autrement dit, ils avaient fumé des cigarettes au cours des 30 derniers jours et avaient fumé plus de 100 cigarettes durant leur vie. Par comparaison, la proportion s'établissait à 7 % pour les mêmes niveaux scolaires huit ans auparavant.

Plus des deux tiers des jeunes qui fumaient au moment de l'enquête ont dit que leur père ou leur mère fumait. Par contre, seulement le tiers environ des enfants qui n'avaient jamais essayé de fumer ont dit que leur père ou leur mère fumait. En outre, 18 % des jeunes qui fumaient obtenaient généralement leurs cigarettes auprès de leurs parents.

L'enquête révèle qu'il existe un lien apparent entre la performance scolaire et l'usage du tabac. Seulement 12 % des élèves qui fumaient au moment de l'enquête ont dit que leurs résultats scolaires étaient supérieurs à la moyenne de leurs camarades de classe, comparativement à 40 % des élèves qui n'avaient jamais essayé de fumer. Alors que 28 % des fumeurs considéraient être des élèves inférieurs à la moyenne, 6 % seulement de ceux qui n'avaient jamais essayé de fumer avaient la même opinion d'eux-mêmes.

Les résultats détaillés de l'enquête peuvent être consultés à l'adresse suivante :  
<http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/040614/q040614b.htm>.

## STATISTIQUE DE L'ENVIRONNEMENT (initiative Lacunes statistiques II)

- **Quantité d'eau, consommation d'eau et qualité de l'eau**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

L'année dernière, les travaux de développement de comptes concernant l'eau se sont déroulés comme prévu. Des progrès ont notamment été réalisés en ce qui concerne l'estimation des flux entrants et sortants d'eau de surface dans les bassins hydrographiques. Les données hydrométriques existantes recueillies par Environnement Canada ont été intégrées aux comptes. Les premiers résultats pilotes sur le taux de renouvellement de l'eau pour le bassin Mackenzie ont été produits. On adapte maintenant la méthode en vue de l'appliquer à d'autres bassins hydrographiques.

Des fonds ont été alloués dans le budget de 2004 pour la réalisation d'une enquête sur la consommation industrielle d'eau. La conception de cette enquête, qui sera mise en œuvre en 2006, est en cours. Une étude de faisabilité a été effectuée sur l'utilisation des registres des usines municipales de traitement des eaux comme sources de données sur la qualité de l'eau au Canada. Les résultats ont été positifs et Statistique Canada a obtenu les fonds, de nouveau grâce au budget de 2004, en vue de réaliser une enquête sur les usines de traitement des eaux qui aura lieu en 2006-2007.

- **Circulation des déchets**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Un document de recherche a été rédigé pour exposer une méthode permettant d'estimer la génération éventuelle de ferraille recyclable par modélisation des entrées-sorties. Il décrit le développement de données requis pour rendre la méthode opérationnelle, particulièrement en ce qui concerne les données sur

la fabrication, les estimations de stocks de capital au cours du cycle de vie et les estimations des déchets d'usine générés durant divers processus de fabrication pendant la période de 1961 à 1996. Ces travaux s'inscrivaient dans le cadre d'une étude de quatre ans menée en collaboration avec Ressources naturelles Canada en vue d'améliorer les statistiques sur les métaux recyclés, mais aussi d'estimer la quantité de ferraille qui pourrait être disponible dans l'économie canadienne. Le document, qui en est à la dernière étape de révision, sera publié en 2005.

- **La perte de terres agricoles cultivables au Canada**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

En janvier 2005, Statistique Canada a publié une étude spéciale sur l'usage urbain de terres agricoles à fort rendement au Canada. Dans le cadre de cette étude, on examine les tendances de l'utilisation de terres agricoles et non agricoles d'un bout à l'autre du Canada de 1951 à 2001. Voici les faits saillants :

- En 2001, environ la moitié de l'espace urbain du Canada se trouvait sur des terres agricoles cultivables.
- De 1951 à 2001, l'offre de terres agricoles cultivables a diminué de 4 %, alors que la demande de terres cultivées a augmenté de 20 %.

Les résultats détaillés de l'étude peuvent être consultés à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub\\_f.cgi?catno=21-006-XIF2005001](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=21-006-XIF2005001).

- **Déclaration des émissions de gaz à effet de serre à l'appui des besoins statistiques et réglementaires**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

En 2004, Statistique Canada s'est vu confier la responsabilité de recueillir des données pour le nouveau Système de déclaration des gaz à effet de serre. Le système a été conçu afin de répondre à quatre grands objectifs : appuyer le projet de système de réglementation des grands émetteurs finaux; répondre aux exigences de déclaration législatives provinciales et territoriales en matière de gaz à effet de serre et d'informations connexes; augmenter le niveau de détail de l'inventaire national des gaz à effet de serre qui est tenu par Environnement Canada; fournir aux Canadiens de l'information sur les émissions de gaz à effet de serre. Les données sont recueillies auprès d'entreprises canadiennes au moyen d'un système à guichet unique sécuritaire sur Internet qui a été harmonisé afin de répondre aux besoins des différents secteurs de compétence, d'éviter le double emploi dans la collecte des renseignements et de réduire au minimum le fardeau de réponse.

Le Comité directeur national sur la déclaration, qui comprend Statistique Canada, mène cette initiative en tant que comité directeur des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Le comité travaille en étroite collaboration avec le Comité consultatif des intervenants sur la déclaration, lequel est formé de représentants d'industries, d'associations industrielles et de groupes environnementalistes non gouvernementaux.

Les résultats ont été diffusés à la fin de l'été 2005 et figureront dans le *Rapport sur le rendement* de 2005-2006.

## STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION

- **Enquête sur les transitions au postsecondaire (initiative Lacunes statistiques II)**

*Critère de rendement : Pertinence*

*Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.*

Le programme de l'Enquête sur les transitions au postsecondaire a pour but de fournir des données qui permettent d'examiner les facteurs influant sur l'accès aux études postsecondaires et la poursuite de celles-ci, le financement des études postsecondaires et les obstacles financiers, les parcours en éducation, la mobilité, les transitions du milieu scolaire au monde du travail, les résultats sur le marché du travail, la poursuite d'autres études postsecondaires et la gestion de la dette. Cette information contribuera à l'élaboration de politiques et de programmes qui aideront les jeunes à réussir la transition vers le marché du travail. Le programme sur les transitions au postsecondaire comprend trois enquêtes : l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) et les suivis auprès des diplômés (END et enquête de suivi), l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires (EPEP) et l'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat (ETD). L'END et son enquête de suivi sont réalisées auprès des nouveaux diplômés (deux et cinq ans après l'obtention du diplôme) sortant des établissements publics d'enseignement postsecondaire, y compris ceux qui ont déménagé aux États-Unis. L'EPEP est une enquête unique qui a été menée en 2002 auprès des jeunes de 18 à 24 ans (17 à 24 ans au Québec) et qui fournit des renseignements sur la gamme complète de choix d'études postsecondaires qui s'offrent aux jeunes terminant le secondaire. Les résultats ont été diffusés en septembre 2003. L'ETD, qui est réalisée chaque année, fournit des renseignements actuels sur les plans des étudiants ayant obtenu récemment leur doctorat en ce qui concerne la poursuite d'études, le travail et la mobilité.

En mai 2002, Statistique Canada a mené une enquête auprès de la promotion de 2000 des établissements publics d'enseignement postsecondaire au Canada (universités, collèges communautaires, écoles de métiers et de formation professionnelle). Selon l'enquête de 2002, dont les résultats ont été diffusés à la fin d'avril 2004, environ la moitié des étudiants de la promotion de 2000 ayant décroché un diplôme d'études collégiales ou un baccalauréat devaient de l'argent pour leurs études, principalement sous forme de prêts étudiants gouvernementaux. Parmi les nouveaux diplômés endettés, 1 personne sur 5 avait épongé sa dette deux ans après l'obtention du diplôme. En moyenne, les diplômés qui n'avaient pas repayé entièrement leur prêt étudiant avaient remboursé environ le quart de leur dette. Les titulaires d'un baccalauréat ayant une dette d'étudiant devaient en moyenne environ 20 000 \$, toutes sources confondues, et les diplômés des collèges devaient en moyenne près de 13 000 \$. Les résultats complets de l'enquête peuvent être consultés à cette adresse : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub\\_f.cgi?catno=81-595-MIF2004016](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=81-595-MIF2004016).

- **Système d'information amélioré sur les étudiants (initiative Lacunes statistiques II)**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Le but du Système d'information amélioré sur les étudiants (SIAE) est de produire des dénombrements des étudiants inscrits et des diplômés pour la gamme complète d'établissements d'enseignement postsecondaire publics et du secteur sans but lucratif. Le SIAE vise à intégrer les données provenant des universités, des collèges communautaires et des programmes de métiers ou de formation professionnelle en un seul système d'information cohérent. Le SIAE fournit plus d'information sur les programmes d'études que celle disponible antérieurement, y compris plus de détails sur les nouveaux domaines d'études, des renseignements sur le niveau des cours et des données sur l'éducation continue. Il est également conçu pour saisir les données des dossiers scolaires au fil du temps, en vue d'analyser le parcours des étudiants à travers le système d'enseignement postsecondaire. Il fournira des résultats sur le temps mis pour achever les études et sur la mobilité des étudiants entre les divers programmes, établissements et secteurs de compétence.

La première diffusion des données du SIAE, qui couvre les effectifs universitaires pour trois années universitaires, a eu lieu en juillet 2004, et les données sur les diplômés des universités ont été diffusées en janvier 2005. Les données diffusées en juillet 2004 révèlent qu'un nombre record d'étudiants s'étaient inscrits dans les universités canadiennes en 2001-2002. Ce nombre était supérieur au sommet enregistré en 1992-1993. Affichant la plus forte croissance en 10 ans, les effectifs universitaires ont augmenté de 4,3 % comparativement à 2000-2001, pour atteindre le chiffre record de 886 800. Les résultats peuvent être consultés à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/Daily/Francais/040730/q040730b.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040730/q040730b.htm).

D'après les résultats de janvier 2005, les étudiants universitaires ont obtenu un nombre record de baccalauréats et de maîtrises en 2001, année où le niveau global de grades, de certificats et de diplômes accordés par les universités a augmenté pour la troisième année consécutive. Dans l'ensemble, les universités ont décerné 178 000 grades, diplômes et certificats en 2001, ce qui représente une hausse de 0,8 % par rapport à 2000. Ce total coïncide presque avec le niveau record de 178 100 observé en 1996 et marque un redressement après le recul enregistré à la fin des années 1990. Les résultats complets peuvent être consultés à cette adresse : [www.statcan.ca/Daily/Francais/050118/q050118b.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050118/q050118b.htm).

- **Programme international pour le suivi des acquis des élèves**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est mis en œuvre collectivement par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le programme est conçu pour évaluer régulièrement le rendement des élèves de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences au moyen d'un test international commun. Le PISA, qui a été mis en œuvre pour la première fois en 2000, est répété tous les trois ans, et chaque cycle fournit une évaluation détaillée dans l'un des trois domaines susmentionnés et une évaluation sommaire dans les deux autres. Au Canada,



le PISA est géré par l'entremise d'un partenariat entre le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Ressources humaines et Développement des compétences Canada et Statistique Canada. Le Canada et 40 autres pays ont participé au PISA de 2003, qui portait principalement sur les mathématiques et, en second lieu, sur les sciences et la lecture. En outre, le PISA de 2003 comportait un troisième domaine d'évaluation mineure, à savoir la résolution de problèmes. Au Canada, plus de 28 000 jeunes de 15 ans provenant de plus de 1 000 écoles ont participé à l'évaluation en avril et en mai 2003. En 2000, le principal domaine d'évaluation était la lecture et en 2006, ce sera les sciences.

Les résultats du PISA de 2003, dont le principal domaine d'évaluation était les mathématiques, ont été diffusés en décembre 2004. Ils révèlent que les élèves canadiens de 15 ans comptaient parmi les meilleurs au monde pour ce qui est des mathématiques, de la lecture, des sciences et de la résolution de problèmes. Parmi les 41 pays qui ont participé au programme, seuls les élèves de deux pays (Hong Kong–Chine et la Finlande) ont surpassé les Canadiens de 15 ans en mathématiques. Les jeunes Canadiens ont également obtenu de bons résultats dans trois autres domaines évalués dans le cadre du PISA. Seuls les élèves de la Finlande ont obtenu des résultats significativement supérieurs à ceux des élèves canadiens en lecture. En outre, seuls les élèves de la Finlande, du Japon, de Hong Kong–Chine et de la Corée ont eu un rendement significativement meilleur en sciences et en résolution de problèmes. Dans l'ensemble, en mathématiques, les élèves de toutes les provinces ont obtenu des résultats égaux ou supérieurs à la moyenne des pays membres de l'OCDE. De plus, les élèves de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec ont obtenu d'aussi bons résultats en mathématiques que ceux des pays classés aux premiers rangs. L'étude montre aussi que, dans presque toutes les provinces, le rendement des élèves est égal ou supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE en lecture, en sciences et en résolution de problèmes. Selon l'étude, bien que les résultats des garçons soient supérieurs à ceux des filles en mathématiques, l'écart est faible au Canada. Les résultats de l'enquête peuvent être consultés à l'adresse suivante : [www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-590-XIF2004001](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-590-XIF2004001).

- **Questions d'éducation**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Changements aux programmes statistiques à la suite de consultations externes et d'exams du programme.***

En avril 2004, Statistique Canada a lancé une publication en ligne bimestrielle gratuite intitulée *Questions d'éducation — Le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada*. Ce périodique fournit des renseignements sommaires sur diverses questions et donne accès à des indicateurs et à des analyses de l'éducation au Canada. L'information, les statistiques et les analyses sont présentées dans un format non technique, facile à lire par les enseignants, les élèves, les parents, les associations s'intéressant à l'éducation, les chercheurs et les décideurs. Chaque numéro comprend deux articles qui résument les résultats d'études plus détaillées et fournissent des liens à ces rapports d'étude. La publication est aussi liée électroniquement à d'autres ressources éducatives de Statistique Canada. Jusqu'à présent, les articles de fond ont porté sur divers sujets, dont :

- les bibliothèques scolaires;
- l'alphabétisation, la numératie et la résolution de problèmes chez les adultes;
- les ordinateurs en classe;
- le coût des études postsecondaires;

- le rendement scolaire des enfants d'immigrants;
- les différences entre les garçons et les filles en lecture;
- le rendement des élèves de 15 ans dans les programmes d'immersion en français;
- les résultats de l'Enquête nationale auprès des diplômés de la promotion de 2000;
- l'effet de la distance par rapport à l'université ou au collège le plus près sur le taux de participation aux études postsecondaires.

La publication peut être consultée à l'adresse : [www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-004-X&CHROPG=1](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-004-X&CHROPG=1).

- **Projet interprovincial sur les statistiques de l'éducation : indicateurs pour les écoles primaires et secondaires**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

En septembre 2004, Statistique Canada publiait un nouveau rapport sommaire sur les indicateurs de rendement des écoles primaires et secondaires de l'ensemble des provinces et des territoires pour la période de 1996-1997 à 2002-2003. Ce nouveau rapport comprend un examen complet des indicateurs des écoles publiques des provinces et des territoires au cours d'une période de six ans au tournant du millénaire. Il décrit les tendances concernant les effectifs scolaires et le nombre d'éducateurs dans les écoles publiques primaires et secondaires, et fournit des statistiques financières élémentaires, comme les dépenses totales en éducation, les dépenses par élève et les dépenses en pourcentage du produit intérieur brut. On prévoit continuer de recueillir annuellement des données sommaires sur les indicateurs de rendement.

Entre les années scolaires 1996-1997 et 2002-2003, les effectifs dans les écoles publiques primaires et secondaires, fondés sur les équivalents temps plein, n'ont augmenté que dans deux provinces, soit l'Ontario et l'Alberta. En Ontario, les effectifs ont atteint près de 2,2 millions, ce qui représente une hausse de 4,9 % par rapport à six ans auparavant. En Alberta, ils ont atteint près de 539 000, une croissance de 2,4 %. En Ontario, la croissance était essentiellement attribuable aux niveaux élevés d'immigration et en Alberta, à la migration en provenance d'autres provinces. Le recul le plus prononcé a eu lieu à Terre-Neuve-et-Labrador, où les effectifs ont baissé de 20,7 % par rapport à six ans auparavant, pour s'établir à 84 268. Cette situation était en grande partie attribuable à un flux net de migration vers d'autres provinces, ainsi qu'au taux de fécondité le plus faible au Canada. Les dépenses par élève ont augmenté à un rythme plus rapide que l'inflation, mesurée au moyen de l'indice des prix à la consommation au cours de la période de six ans. À l'échelle nationale, en 1996-1997, le coût moyen de l'éducation d'un élève au Canada était de 6 672 \$. Six ans plus tard, il avait augmenté de 19 % pour atteindre 7 946 \$. Par comparaison, l'inflation n'a augmenté que de 12 % durant la même période. On peut obtenir d'autres renseignements à l'adresse suivante : [www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2004022](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2004022).

- **Enquête sur les technologies de l'information et des communications dans les écoles (initiative Lacunes statistiques II)**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

L'Enquête sur les technologies de l'information et des communications dans les écoles (ETICE) de 2003-2004 a permis de recueillir des renseignements auprès des directeurs en vue d'évaluer la connectivité et l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) dans les écoles primaires et secondaires au Canada. Les données ont été recueillies auprès de quelque 6 700 écoles primaires et secondaires. L'ETICE a été réalisée en octobre 2003 par Statistique Canada, en collaboration avec le programme Rescol d'Industrie Canada, qui parrainait l'enquête.

Selon les résultats diffusés en juin 2004, presque toutes les écoles primaires et secondaires du Canada étaient connectées à Internet durant l'année scolaire 2003-2004. Dans l'ensemble, on estime que plus de 1 million d'ordinateurs étaient à la disposition des élèves et des enseignants, et qu'environ 9 de ces ordinateurs sur 10 étaient connectés à Internet. Cependant, bien que les TIC aient fourni aux élèves un nouvel outil d'apprentissage, leur adoption a posé plusieurs défis. D'après les directeurs d'école, la plupart des enseignants possédaient les compétences techniques requises pour utiliser les TIC afin de préparer les bulletins, de prendre les présences ou d'enregistrer les notes. Cependant, un peu moins de la moitié d'entre eux estimaient que la majorité des enseignants étaient adéquatement préparés pour amener efficacement leurs élèves à se servir des TIC dans le but d'améliorer leur apprentissage. Les résultats complets peuvent être consultés sur le site Web de Statistique Canada à cette adresse : [www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2004017](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=81-595-MIF2004017).

## **COLLECTIVITÉS CANADIENNES**

- **Tendances et conditions dans les collectivités urbaines au Canada**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

La compétitivité des villes et la santé des collectivités sont devenues une priorité de tous les ordres de gouvernement au Canada. Il est, en effet, reconnu que le mode de développement des villes a une incidence à long terme sur la croissance économique de l'ensemble du Canada et sur le bien-être social de ses citoyens. Dans ce contexte, la demande d'information sur les régions urbaines du Canada et les quartiers qui les constituent est plus forte que jamais.

D'avril 2004 à juin 2005, Statistique Canada a publié une série de huit monographies intitulée *Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement*. La série fournit des renseignements détaillés sur les principales régions urbaines du Canada en fonction de plusieurs facteurs, dont le faible revenu, la santé, l'immigration, le logement, la culture, les conditions économiques, les transports et la population autochtone.

Voici quelques faits saillants :

- La dernière décennie a été marquée par certains faits nouveaux importants dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada. Bien que les emplois demeurent fortement concentrés dans le centre-ville de la plupart des RMR, l'emploi dans les banlieues a augmenté rapidement, ce qui a des répercussions sur les profils de navettage et la prestation de services de transport en commun. Ainsi, à Toronto, plus de 200 000 travailleurs supplémentaires se rendaient à un lieu de travail éloigné de plus de 20 kilomètres du centre-ville en 2001 qu'en 1996, et près de 90 % de ces travailleurs faisaient la navette en voiture.
- Les années 1990 ont aussi été marquées par un accroissement de l'écart entre les familles à revenu élevé et celles à faible revenu dans les centres urbains du Canada. Cette disparité croissante a également été observée à l'échelle des quartiers, l'écart de revenu entre les quartiers les mieux et les moins bien nantis s'étant accentué dans les RMR les plus grandes. La concentration géographique des quartiers à faible revenu à l'intérieur des régions urbaines varie considérablement selon la RMR. Par exemple, à Winnipeg et à Vancouver, il existe une grappe unique dominante de quartiers à faible revenu dans le noyau urbain, alors qu'à Toronto et à Montréal, on observe plusieurs grappes distinctes de quartiers à faible revenu entourant un noyau urbain relativement aisé.
- Le secteur de l'informatique et des télécommunications (IT) fournit souvent des emplois bien rémunérés et à forte valeur ajoutée et, généralement, compte une plus grande proportion de travailleurs du savoir que de nombreux autres secteurs de l'économie. L'emploi dans le secteur de l'IT est fortement concentré dans les plus grandes RMR du Canada. Ensemble, Toronto, Montréal, Vancouver et Ottawa–Gatineau représentaient 56 % de l'emploi total dans le secteur de l'IT en 2003 (comparativement à 29 % de l'emploi total dans les RMR). Bien que les grandes RMR soient celles où le taux d'emploi dans le secteur de l'IT est le plus élevé, ce sont aussi celles qui subissent le plus les fluctuations cycliques de ce secteur.
- En ce qui concerne les résultats en matière de santé, l'espérance de vie à la naissance varie davantage entre les RMR du Canada qu'entre un groupe de 22 pays membres de l'OCDE. En 2000, elle s'établissait à 79,4 années en moyenne au Canada, mais elle variait entre 81,1 ans à Vancouver et 76,7 ans à Sudbury.

Un rapport de synthèse sera diffusé à l'automne 2005. La série peut être consultée en ligne aux adresses suivantes : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub\\_f.cgi?catno=89-613-MIF](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=89-613-MIF) et [www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=89-613-M&CHROPG=1](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=89-613-M&CHROPG=1).

- **Enquête sociale générale sur l'engagement social (initiative Lacunes statistiques II)**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

L'Enquête sociale générale (ESG) est une enquête annuelle qui permet de recueillir des données sur les tendances sociales en vue de suivre l'évolution des conditions de vie et du bien-être des Canadiens au fil du temps et de fournir des renseignements récents sur des questions précises et d'actualité concernant la politique sociale.

Durant l'été 2004, Statistique Canada a diffusé les résultats de l'ESG de 2003 sur l'engagement social. Il s'agissait de la première enquête réalisée par l'organisme portant essentiellement sur la cohésion sociale. Dans le rapport qui a été diffusé, on explore le rôle que jouent les activités sociales et communautaires dans la satisfaction que les personnes retirent de leur vie.

Voici quelques faits saillants plus précis :

- Au cours de leur vie, les Canadiens participent à de nombreux types d'activités sociales et communautaires qui jouent un rôle essentiel dans la santé et la vitalité de notre pays. La majorité (61 %) des Canadiens font partie d'au moins un groupe ou une organisation, comme des organismes sportifs et récréatifs (p. ex. des ligues de hockey, des clubs de santé ou des clubs de golf).
- La participation à des types particuliers d'activités politiques est moins fréquente. Un peu plus du quart des Canadiens ont dit qu'ils avaient signé une pétition et environ la même proportion avait recherché de l'information sur une question de nature politique. Environ le cinquième avait assisté à une assemblée publique ou avait boycotté ou choisi un produit pour des raisons d'éthique. La probabilité qu'une personne soit membre d'un organisme ou participe à des activités politiques était d'autant plus forte que le niveau de scolarité et le revenu du ménage de cette personne étaient élevés.
- Les données de l'ESG confirment l'idée selon laquelle les petites villes sont les endroits où les gens participent le plus à la vie du quartier. La plupart des personnes qui vivaient dans des régions rurales ou des petites villes (69 %) ont dit connaître un grand nombre ou la plupart de leurs voisins. Cette proportion équivaut à plus du double de celle observée dans les plus grandes villes du Canada (33 %). Le genre de logements où vivent les gens a une incidence sur la mesure dans laquelle ils connaissaient leurs voisins. Dans les régions métropolitaines de recensement, 51 % des personnes habitant une maison unifamiliale connaissaient la plupart ou un grand nombre de leurs voisins. Par contre, chez les personnes qui vivaient en appartement ou en condominium, la proportion n'était que de 28 %.
- La grande majorité des répondants (85 %) ont décrit leur sentiment d'appartenance au Canada comme « très fort » ou « plus ou moins fort », et une proportion à peine plus faible ont déclaré qu'ils éprouvaient aussi un sentiment très fort ou plus ou moins fort d'appartenance à leur province et à leur collectivité locale. Ce type d'opinion a été moins fréquent au Québec qu'ailleurs. Néanmoins, les trois quarts (74 %) des habitants du Québec ont décrit leur sentiment d'appartenance au Canada comme très fort ou plus ou moins fort.

Pour obtenir plus de renseignements sur les résultats de l'enquête, veuillez consulter le rapport intitulé *Enquête sociale générale de 2003 sur l'engagement social, cycle 17 : Un aperçu des résultats*, qui est maintenant disponible à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=89-598-XIF](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=89-598-XIF).

- **Projections démographiques des minorités visibles**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

En mars 2005, Statistique Canada a diffusé des projections démographiques pour la population de minorités visibles au Canada. Voici certains faits saillants :

- À l'heure actuelle, 13 % de la population déclare appartenir à un groupe de minorités visibles, selon la définition de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.
- D'après les projections démographiques, les minorités visibles pourraient représenter de 19 % à 23 % de la population canadienne d'ici 2017. L'immigration est le facteur le plus important expliquant cette croissance projetée rapide. On s'attend à ce que l'effet de cette croissance soit ressenti le plus dans les centres urbains où réside la majorité de la population de minorités visibles.
- Selon les projections, plus de 50 % de la population vivant dans les régions métropolitaines de Toronto et de Vancouver feront partie d'une minorité visible en 2017. En 2001, ces groupes représentaient 36 % de la population habitant Toronto et Vancouver.

La publication *Projections de la population des groupes de minorités visibles, Canada, provinces et régions, 2001 à 2017* peut être consultée à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=91-541-XIF](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=91-541-XIF).

## **STATISTIQUES SUR LA CRIMINALITÉ ET LA VIOLENCE**

- **Élaboration d'un nouveau Cadre de recherche et d'analyse en statistique juridique**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Changements aux programmes statistiques à la suite de consultations externes et d'examens du programme.***

L'adoption d'un nouveau Cadre de recherche et d'analyse en statistique juridique a permis à l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique de se concentrer sur l'importance de l'élaboration de politiques fondées sur des faits. D'une perspective générale qui comprend à la fois le système juridique et les systèmes associés, comme l'éducation, la santé et les services sociaux, ce cadre favorise la réalisation d'analyses pertinentes sur le plan des politiques qui tiennent compte des facteurs individuels, familiaux et communautaires ayant une incidence sur les interactions et les résultats.

En 2004-2005, le cadre et une série de projets de démonstration ont catalysé la discussion des priorités en matière d'information sur les politiques juridiques. Ont participé aux consultations les partenaires de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique (les ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la justice et l'Association canadienne des chefs de police), ainsi que des représentants gouvernementaux des secteurs de la santé, de l'éducation, du développement social, de l'immigration et du patrimoine, et des représentants des organismes autochtones et du monde universitaire du Canada. Le plan stratégique remanié du programme de la statistique juridique, qui entrera en vigueur en 2006, reflétera les résultats de ces travaux. On s'attend à ce que le plan détermine les grandes priorités

en matière de recherche et d'analyse stratégiques, et qu'il indique la nécessité d'étoffer les ensembles de données et les partenariats existants du programme afin de tenir compte de ces priorités dans l'avenir.

- **Accroissement de la capacité de comprendre la criminalité**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

C'est au moyen de l'information sur les incidents de nature criminelle déclarés par la police que Statistique Canada fournit des données sur les caractéristiques des accusés et des victimes, ainsi que sur les détails importants des incidents de nature criminelle, comme l'utilisation d'armes et les blessures subies par les victimes, de même que l'endroit et le moment où a eu lieu le crime. Ces renseignements détaillés permettent de mieux comprendre les tendances de la criminalité dans les collectivités et d'étudier les comportements de récidive. L'obtention de renseignements détaillés rend aussi possible la réalisation d'études qui aident à mieux comprendre le cheminement des personnes à travers le système juridique grâce à des couplages avec des données sur les sentences prononcées par les tribunaux et sur les programmes de services correctionnels. Cette information est un élément indispensable à la compréhension de l'efficacité du système juridique et de la sécurité dans les collectivités.

En 2004-2005, dans le cadre d'une étude de démonstration, on a couplé les données des dossiers de police et des tribunaux en vue d'étudier les peines imposées dans les cas de violence familiale. Selon l'étude, les membres des familles condamnés pour la plupart des formes de crimes avec violence à l'égard de conjoints, d'enfants et de personnes âgées étaient moins susceptibles que d'autres délinquants violents de subir une peine de prison. En outre, pour la première fois, les dossiers de police se rapportant à une même personne ont été couplés pour obtenir des éclaircissements sur les facteurs qui influent sur la décision de porter une accusation contre un jeune arrêté. Après avoir tenu compte de l'effet d'un grand nombre de facteurs, y compris des caractéristiques du présumé coupable et de l'incident, l'étude a montré que le facteur qui influait le plus, dans l'ensemble, sur la décision de porter accusation était le nombre de fois que le jeune avait été arrêté antérieurement. L'étude de démonstration des résultats concernant les peines imposées, publiée dans l'édition de 2004 de *La violence familiale au Canada : Un profil statistique*, peut être consultée à : [www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=85-224-XIF](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=85-224-XIF).

En 2004-2005, les détachements de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), qui utilisaient auparavant la déclaration de données sommaires, ont commencé à se convertir au Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC2). La conversion du système de déclaration de la GRC, qui devrait se terminer en 2005-2006, permettra d'améliorer la couverture du DUC2, qui passera de 60 % à environ 90 % de tous les incidents de nature criminelle survenus au Canada, et accroîtra fortement la capacité de comprendre la criminalité en milieu rural. En janvier 2005, grâce à des fonds de Sécurité publique et Protection civile Canada, le DUC2 a également été remanié en profondeur afin de fournir des renseignements sur les nouvelles formes de criminalité, y compris le crime organisé, la criminalité sur Internet, le crime motivé par la haine et le lieu des crimes. Ces renseignements permettront à Statistique Canada de mieux comprendre l'évolution de la criminalité dans la société canadienne et de déterminer les programmes et les interventions stratégiques qui sont nécessaires.

- **Comportement agressif chez les enfants**

*Critère de rendement : Pertinence*

*Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.*

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) est une étude à long terme réalisée par Statistique Canada et Développement social Canada. Elle a été conçue en vue de recueillir des renseignements sur les facteurs influant sur le développement social, affectif et comportemental des enfants canadiens et de surveiller l'effet de ces facteurs sur leur développement au fil du temps. L'enquête couvre une vaste gamme de sujets, dont la santé, le développement physique, l'apprentissage, le comportement et l'environnement social (famille, amis, écoles et collectivités). L'ELNEJ suit le développement d'une cohorte d'enfants canadiens de la naissance au début de l'âge adulte. Elle a débuté en 1994-1995, lorsqu'un échantillon d'enfants de moins de 12 ans a été sélectionné dans les diverses régions du Canada. L'échantillon a été conçu de façon qu'il soit représentatif de l'ensemble des enfants canadiens de 0 à 11 ans à cette époque-là. Cet échantillon d'enfants a fait l'objet d'un suivi tous les deux ans depuis, la collecte de données la plus récente ayant eu lieu en 2004-2005.

En octobre 2004, s'inspirant des données de l'ELNEJ, Statistique Canada a publié un document de recherche sur les pratiques punitives des parents et le comportement agressif des enfants. L'étude a montré que les enfants qui vivaient dans des foyers où les parents recouraient à des pratiques punitives avaient un comportement plus agressif que ceux qui vivaient dans un milieu moins punitif, aussi bien à l'âge de deux à trois ans qu'à celui de huit à neuf ans. Elle a également indiqué que la modification des pratiques parentales était associée à un changement de comportement. Les enfants dont le milieu parental avait été punitif à un jeune âge mais était devenu moins punitif par la suite ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif des résultats aussi faibles que ceux des enfants dont le milieu était non punitif pour les deux groupes d'âge, après avoir tenu compte du niveau initial de comportement agressif. De même, les enfants qui ont commencé par connaître des pratiques parentales non punitives, mais dont le milieu est devenu plus punitif par la suite ont obtenu sur l'échelle du comportement agressif des résultats aussi élevés que ceux des enfants dont le milieu était punitif pour les deux groupes d'âge, après avoir tenu compte du niveau initial de comportement agressif. Les profils qui se dégagent des données ne dépendent pas du sexe de l'enfant ni du niveau de revenu du ménage. En février 2005, Statistique Canada a publié dans *Le Quotidien* un article poussant plus loin ces résultats. Les enfants de 2 à 5 ans ont été suivis pendant huit années, jusqu'à ce qu'ils aient de 10 à 13 ans. Les résultats ont révélé le même profil que l'analyse antérieure.

Des renseignements supplémentaires sur l'étude peuvent être obtenus à l'adresse suivante : [www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=89-599-M2004001](http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=89-599-M2004001).

## **ÉCONOMIE CANADIENNE ET MARCHÉ DU TRAVAIL**

- **Système d'information sur les sciences et la technologie (initiative Lacunes statistiques II)**

*Critère de rendement : Pertinence*

*Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.*



Ce projet fournit des renseignements intégrés sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : les activités de recherche et de développement, les activités de commercialisation et d'innovation, ainsi que le développement connexe des ressources humaines; les effets socioéconomiques de l'évolution technologique et du changement organisationnel connexe; la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir. Ces mesures permettent de brosser un tableau cohérent du système canadien d'innovation et de son lien à l'économie fondée sur le savoir. Voici une brève description de certaines études réalisées dans le cadre de ce projet :

- ***Dépenses en recherche et développement***

Au Canada, les estimations provisoires des dépenses intérieures brutes en recherche et développement (DIRD) se chiffraient à 24,5 milliards de dollars en 2004, en hausse de 5,1 % par rapport aux prévisions de 2003. Le ratio des DIRD au produit intérieur brut, qui donne une estimation de l'intensité de la recherche et du développement au Canada, est tombé à 1,90 en 2004 et a été à la baisse depuis 2001, année où il a atteint un sommet de 2,05. On peut obtenir les résultats complets à l'adresse suivante : <http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/041210/q041210e.htm>.

- ***Transfert de technologie du secteur public au Canada***

La technologie acquise auprès des universités, des hôpitaux ou des laboratoires publics a joué un rôle important dans la réussite de plus de 4 400 entreprises canadiennes. Parmi les 22 milliards de dollars de travaux de recherche et de développement réalisés au Canada en 2003, environ 10 % ont été réalisés par le gouvernement fédéral et 35 %, par les universités. Le rapport porte sur la première tentative canadienne d'examiner l'effet de la recherche financée par l'administration fédérale dans la perspective de l'ensemble de l'économie. Il peut être consulté à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=88F0006XIF2004018](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=88F0006XIF2004018).

- ***Utilisation de pratiques de gestion des connaissances par certaines unités commerciales innovatrices***

Les unités commerciales considérées comme innovatrices dans certaines industries de services attribuent leur succès dans une large mesure à la façon dont elles gèrent leurs connaissances. L'étude donne à penser que le fait de comprendre la manière dont les unités commerciales sont gérées et leur perception de la valeur des pratiques de gestion peut constituer une indication de leur caractère innovateur et, dans une certaine mesure, du type d'innovation auquel on peut s'attendre d'elles. L'étude révèle que les unités commerciales innovatrices accordent plus d'importance au rôle joué par les pratiques de gestion des connaissances dans leur succès que les unités non innovatrices. Les résultats détaillés peuvent être consultés à cette adresse : <http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/050209/q050209a.htm>.

- ***Innovation dans les petites entreprises***

L'innovation technologique se fait au même rythme dans les petites entreprises que dans les grandes. Cependant, les petits innovateurs technologiques sont nettement moins susceptibles d'utiliser les technologies de l'information et des communications plus complexes, plus récentes et, parfois, davantage axées sur les ressources, comme les réseaux intranets et extranets. Les petites entreprises sont aussi proportionnellement moins nombreuses à être présentes sur le Web que les grandes entreprises. Toutefois, les petits innovateurs technologiques comptant de 1 à 19 employés à temps plein sont près de deux fois plus susceptibles d'avoir un site Web sur Internet et trois fois plus susceptibles de faire du commerce sur Internet que leurs homologues non innovateurs. Les résultats

détaillés peuvent être consultés à l'adresse suivante :  
[www.statcan.ca/Daily/Francais/040521/q040521c.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040521/q040521c.htm).

- ***Caractéristiques des petites entreprises qui font la transition en moyennes entreprises***

En collaboration avec le National Research Council, Statistique Canada a réalisé 25 études de cas dans le cadre d'une étude de plus grande portée sur les caractéristiques des petites entreprises qui prennent de l'expansion pour devenir des entreprises de taille moyenne. Ces études de cas ont montré que, pour chaque entreprise qui a fait la transition de petite à moyenne entreprise en s'en tenant aux facteurs de croissance « traditionnels », il en existait une autre qui était parvenue au même résultat en enfreignant les règles. De façon générale, les répondants savaient que pour croître, il faut conclure des alliances, faire de la recherche et du développement, se doter de compétences en recherche de financement, gérer la propriété intellectuelle et trouver un créneau de marché. Cependant, bon nombre d'entre eux ont signalé que d'autres facteurs, comme les conseils aux entreprises, l'élaboration de pratiques de l'organisation et de processus de planification, ainsi que la capacité de pouvoir s'adapter et de demeurer innovateur, étaient des facteurs tout aussi importants, voire plus importants, de leur croissance. On peut obtenir de plus amples renseignements aux adresses suivantes :

[www.statcan.ca/francais/freepub/88-003-XIF/88-003-XIF2004003.pdf](http://www.statcan.ca/francais/freepub/88-003-XIF/88-003-XIF2004003.pdf) et  
[www.statcan.ca/francais/research/88F0006XIF/88F0006XIF2004021.pdf](http://www.statcan.ca/francais/research/88F0006XIF/88F0006XIF2004021.pdf).

- ***Tendances concernant les activités liées à la biotechnologie***

De 2001 à 2003, les activités liées à la biotechnologie ont continué de prendre de l'essor au Canada, selon les résultats provisoires de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2003. Le nombre d'entreprises innovatrices en biotechnologie a augmenté d'un tiers, passant de 375 à 496 entre 2001 et 2003. Ensemble, ces entreprises ont généré 3,8 milliards de dollars de revenu en 2003, ce qui représente une hausse de 7 % par rapport à 2001, tandis que leurs dépenses en recherche et développement ont augmenté de 11 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars. Malgré l'accroissement du nombre d'entreprises, le nombre d'employés affectés à des activités liées à la biotechnologie est demeuré stable, à environ 11 900. On peut consulter les résultats détaillés à cette adresse : <http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/041214/q041214d.htm>.

- **Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité » (initiative Lacunes statistiques II)**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Le but de ce projet est de recueillir des renseignements sur les facteurs qui influent sur la capacité du Canada d'atteindre son objectif : mettre l'infrastructure du savoir à la portée de tous les Canadiens. Il vise aussi à déterminer l'utilisation effective, ou prévue, des technologies de l'information et des communications (TIC) par les ménages et les autres secteurs de l'économie, ainsi que la mesure dans laquelle ils sont prêts à se lancer dans le commerce électronique ou d'autres activités liées à l'économie fondée sur le savoir. En cette ère de la société de l'information, les TIC sont devenues des outils utilisés dans les activités de la vie quotidienne, ainsi que dans le travail et l'apprentissage. Voici la description de certaines études entreprises dans le cadre de ce projet :

- ***Utilisation d'Internet par les ménages***

Le nombre de ménages canadiens qui naviguent dans Internet a continué d'augmenter en 2003. Toutefois, les taux de croissance en ce qui concerne l'utilisation d'Internet sont demeurés relativement stables, dans une large mesure parce qu'une majorité de ménages étaient déjà branchés. Les facteurs qui sous-tendent cette tendance sont la recherche continue de vitesse et la croissance du taux d'adoption par les ménages à faible revenu. En 2003, les ménages canadiens ont consacré un peu plus de 3,0 milliards de dollars à l'achat d'articles de toutes sortes sur Internet, allant des billets d'avion aux livres. Les résultats de l'enquête peuvent être consultés aux adresses suivantes :

<http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/040708/q040708a.htm> et  
[www.statcan.ca/Daily/Francais/040923/q040923a.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040923/q040923a.htm).

- ***Internet à large bande : Plus de limite de vitesse pour les entreprises canadiennes***

L'utilisation d'Internet haute vitesse est un élément clé pour toute entreprise qui tente d'exploiter efficacement les autres technologies de l'information et des communications de pointe, comme les sites Web, les réseaux intranets et extranets, et la vente en ligne. Ce fait est valable pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille. Toutefois, Internet à large bande permet aussi aux petites entreprises d'utiliser les technologies de pointe d'une façon plus comparable à celle des grandes entreprises. Les résultats peuvent être consultés à l'adresse suivante :

[www.statcan.ca/Daily/Francais/040927/q040927c.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040927/q040927c.htm).

- ***Commerce électronique et technologie***

En 2004, les ventes en ligne des entreprises et des administrations publiques canadiennes ont considérablement augmenté pour une cinquième année consécutive, mais le commerce électronique continuait de représenter moins de 1 % seulement des recettes totales d'exploitation des entreprises privées. Une part importante de la croissance du commerce électronique en 2004 est imputable à l'accroissement des ventes interentreprises plutôt que des ventes aux ménages. Seules les entreprises les plus petites n'utilisaient pas Internet; en effet, les sociétés ayant adopté le Web sont à l'origine de 97 % du revenu brut d'entreprise. Les résultats peuvent être consultés à l'adresse suivante :

[www.statcan.ca/Daily/Francais/050420/q050420b.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050420/q050420b.htm).

- ***La concurrence entre les fournisseurs de services de transmission de la voix, de transmission d'images et d'accès à Internet haute vitesse s'intensifie***

Au cours des dernières années, les compagnies de téléphone et de câblodistribution traditionnelles ont investi des ressources considérables dans la mise à niveau de leurs réseaux et ont amélioré leurs résultats grâce aux revenus provenant de l'offre de services Internet haute vitesse. La concurrence entre ces deux industries est sur le point de s'accélérer à mesure que les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution se préparent à lancer de nouveaux services de transmission de la voix sur Internet. Durant la dernière décennie, la télévision par satellite a commencé à remplacer la télévision par câble et, aujourd'hui, certains clients des services téléphoniques peuvent s'abonner à des services de programmation télévisuelle et d'Internet haute vitesse au moyen d'une ligne d'accès numérique à très grande vitesse. Cette convergence des produits offerts brouille la distinction entre les compagnies de téléphone et de câblodistribution qui, les unes et les autres, s'efforcent de devenir le fournisseur unique des ménages. Les communications mobiles sont également en train de modifier la façon dont les Canadiens communiquent, près de 15 millions de Canadiens quittant leur maison ou leur travail munis d'un dispositif de télécommunication mobile. On peut obtenir de plus amples renseignements en consultant les sites suivants :

[www.statcan.ca/Daily/Francais/040914/q040914c.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040914/q040914c.htm),  
[www.statcan.ca/Daily/Francais/050203/q050203c.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050203/q050203c.htm) et  
[www.statcan.ca/Daily/Francais/041222/q041222b.htm](http://www.statcan.ca/Daily/Francais/041222/q041222b.htm).

- **Registre des exportateurs (initiative Lacunes statistiques II)**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour appuyer l'élaboration de politiques éclairées et la prise de décisions stratégiques.***

Le Registre des exportateurs fournit des estimations du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations selon le groupe, la taille de l'exportateur, la province de résidence, la destination des exportations et (pour les années observées les plus récentes) l'effectif. Les documents d'exportation sont groupés et couplés aux établissements ou aux entreprises enregistrés dans le Registre des entreprises de Statistique Canada. Pour le petit nombre de documents d'exportation qui ne sont pas couplés, on applique une méthode d'estimation en vue d'obtenir un nombre total annuel d'établissements exportateurs. Les données sur les exportateurs sont diffusées dans une publication intitulée *Profil des exportateurs canadiens*. Les plus récentes données ont été diffusées le 21 février 2005 (<http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/050221/q050221c.htm>) et couvraient la période de 1993 à 2003.

En 2003, le nombre d'établissements exportateurs canadiens a diminué pour la première fois. Quelque 43 310 établissements étaient des exportateurs en 2003, en baisse de 2,6 % par rapport à 2002, mais en hausse de 38 % par rapport à 1993. La valeur des exportations de marchandises de ces établissements s'élevait à 348 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de plus de 11 milliards de dollars par rapport à 2002, mais un niveau plus de deux fois plus élevé qu'en 1993.

Ensemble, les industries du commerce de gros et de détail représentaient 44 % de la diminution du nombre d'exportateurs, tandis que les industries de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse constituaient une tranche supplémentaire de diminution de 18 %. Malgré la diminution globale du nombre

d'exportateurs, plus de 2 000 établissements ont commencé à exporter en 2003. Ce nombre de nouveaux exportateurs était le plus faible enregistré depuis la création du Registre des exportateurs. Cependant, la valeur de leurs exportations était supérieure à 2 milliards de dollars.

Les établissements dont la valeur annuelle des exportations est supérieure à 25 millions de dollars continuent d'être à l'origine de la majorité des exportations de marchandises. En 2003, 3,7 % des établissements exportateurs représentaient 81 % de la valeur totale des exportations de marchandises. Les établissements dont la valeur des exportations annuelles est inférieure à 1 million de dollars constituaient 72 % de l'ensemble des établissements exportateurs, mais représentaient moins de 2 % de la valeur des marchandises exportées en 2003.

- **Enquête sur le milieu de travail et les employés (initiative Lacunes statistiques II)**

*Critère de rendement : Pertinence*

*Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.*

L'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE) a été lancée en 1999 en vue de recueillir des renseignements sur le milieu de travail, son évolution et ses effets sur les travailleurs. L'objectif particulier de cette enquête annuelle consiste à étudier, d'une part, les relations entre la compétitivité, l'innovation, l'utilisation de la technologie et la gestion des ressources humaines du côté de l'employeur et, d'autre part, l'utilisation de la technologie, la formation, la stabilité de l'emploi et les gains du côté de l'employé.

Voici certains résultats tirés de l'EMTE :

- Les entreprises qui combinent un haut niveau d'utilisation des technologies de l'information et des communications et divers changements organisationnels et pratiques de gestion des ressources humaines sont plus susceptibles de voir croître leur productivité et d'innover que les autres.
- La productivité en milieu de travail est fortement associée à l'investissement dans l'informatique. La corrélation est plus forte si le niveau de scolarité et le degré de formation de la main-d'œuvre sont élevés.
- Les données de l'enquête n'appuient que moyennement la notion selon laquelle les pratiques de travail novatrices, comme le travail d'équipe, la rotation d'emplois et la participation aux bénéfices réduisent le roulement du personnel. Ainsi, il n'existe aucune preuve que ce genre de pratiques de travail novatrices diminuent ce roulement dans le secteur de la fabrication.
- Environ le tiers des écarts salariaux entre les hommes et les femmes est attribuable à la concentration de femmes dans les entreprises offrant des emplois mal rémunérés. Par conséquent, les mesures d'équité en matière d'emploi, qui visent à éliminer ces différences entre les hommes et les femmes dans les milieux de travail (plutôt qu'entre les milieux de travail), ne permettent pas d'éliminer une part importante des différences salariales selon le sexe.
- En 2001, environ 390 000 employés permanents à temps plein du secteur privé, soit 4 % du total, croyaient posséder un régime de retraite, mais n'en avaient pas en réalité.

Les résultats complets de l'enquête peuvent être consultés à l'adresse suivante :  
[www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=71-585-X&CHROPG=1](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=71-585-X&CHROPG=1).

- **Étude sur la transition vers la retraite**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Un grand nombre de personnes s'attendent à une pénurie de main-d'œuvre au cours des prochaines années étant donné que les membres de la génération du baby-boom approchent de l'âge de la retraite. Cependant, les données des deux derniers recensements indiquent qu'au Canada, un nombre croissant de personnes âgées continuent de travailler. En cinq années seulement, tant le nombre que la proportion de travailleurs de 65 ans et plus ont augmenté sensiblement, passant de 255 000 en 1996 (1 aîné sur 13) à 305 000 en 2001 (1 aîné sur 12).

La plupart des travailleurs âgés sont employés à temps plein et ont tendance à être plus scolarisés que ceux à la retraite. Bien qu'ils soient plus susceptibles d'être des travailleurs autonomes que les travailleurs plus jeunes, plus de la moitié sont employés. Les personnes âgées qui travaillent sont concentrées dans les professions des secteurs de l'agriculture, de la gestion et de la vente au détail, ainsi que dans les professions libérales (comptables, médecins et avocats).

L'article complet, qui a été publié dans *Le Quotidien*, peut être consulté à l'adresse suivante :  
<http://dissemination.statcan.ca/Daily/Francais/040225/q040225d.htm>.

- **Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles**

***Critère de rendement : Pertinence***

***Produire l'information nécessaire pour faire face aux nouveaux défis et préoccupations.***

Le 20 septembre 2004, Statistique Canada a diffusé les résultats de sa première Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles. L'enquête a permis de dresser un tableau d'environ 161 000 organismes de bienfaisance enregistrés et organismes à but non lucratif constitués en personne morale au Canada en 2003. Ces organismes comprenaient les clubs sportifs, les organismes voués aux arts, les amicales, les hôpitaux, les collèges et universités, les associations professionnelles et les organismes religieux. L'enquête est le fruit d'une collaboration entre Statistique Canada et un consortium d'organismes dirigé par Imagine Canada (anciennement le Centre canadien de philanthropie).

Voici quelques résultats de l'enquête :

En 2003, le Canada comptait un total de 139 millions de membres d'organismes à but non lucratif et bénévoles. En moyenne, une même personne était membre de quatre de ces organismes. L'une des particularités de ces organismes est le lien qu'ils entretiennent avec la collectivité grâce à la participation des citoyens.

Les Canadiens ont été généreux envers ces organismes, donnant tant de leur argent que de leur temps. En 2003, ils ont donné plus de 8 milliards de dollars, et les organismes ont déclaré un effectif global de plus de 19 millions de bénévoles, qui ont donné plus de 2 milliards d'heures de leur temps, ce qui équivaut à plus de 1 million d'emplois à temps plein.

Presque tous les organismes à but non lucratif et bénévoles font appel à des bénévoles et plus de la moitié comptent entièrement sur ces derniers pour réaliser leur mission. Cependant, la majorité de ceux-ci œuvrent dans une proportion relativement petite d'organismes. Près des trois quarts (73 %) font du bénévolat pour les 6 % d'organismes qui comptent 200 bénévoles et plus.

La majorité de ceux qui ont participé à l'étude ont dit éprouver des difficultés à réaliser leur mission et à atteindre les objectifs de leur organisme. Un grand nombre semblent faire état de défis importants lorsqu'il s'agit de donner au public tous les avantages qu'ils pourraient offrir. Ils indiquent aussi des difficultés à recruter des bénévoles et à obtenir du financement, tant de donateurs individuels que d'autres organismes, comme les gouvernements, les fondations et les entreprises. D'autres ont dit éprouver des difficultés à faire des plans pour l'avenir ou à trouver des bénévoles capables de siéger à leur conseil d'administration.

En 2003, le pays comptait environ 161 000 organismes à but non lucratif et bénévoles dans une vaste gamme de domaines. Un cinquième environ des organismes œuvrent dans le domaine des sports et des loisirs (21 %) et un cinquième, dans celui de la religion (19 %); il s'agit des deux principales catégories.

On peut consulter les résultats détaillés de l'enquête à l'adresse suivante :  
[www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=61-533-XIF](http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=61-533-XIF).

## Exactitude de l'information statistique

L'exactitude de l'information statistique correspond au degré auquel cette information décrit correctement les phénomènes qu'elle doit mesurer. Le degré d'exactitude est habituellement exprimé en fonction d'erreurs dans les estimations statistiques qui, par le passé, ont été réparties en composantes de biais (erreur systématique) et de variance (erreur aléatoire). On le décrit aussi selon les sources principales d'erreurs pouvant entraîner des données inexactes : la couverture d'enquête incomplète, l'erreur d'échantillonnage, la non-réponse (telle qu'elle est indiquée par les taux de réponse) et les profils de révision des données statistiques.

Statistique Canada utilise un large éventail de méthodes statistiques et de pratiques d'assurance de la qualité pour gérer et contrôler les erreurs. Pour ce qui est de l'information statistique la plus importante — comme les chiffres du Recensement de la population, les mesures de l'emploi et du chômage, l'Indice des prix à la consommation et les mesures de la production économique —, on consacre davantage de ressources pour obtenir un degré élevé d'exactitude. En outre, tous les communiqués de données imprimés et électroniques sont soumis à une vérification « institutionnelle » de la qualité au sein de l'organisme pour veiller à ce que les utilisateurs obtiennent de bons produits. Il y a toutefois des limites à l'exactitude qu'on peut atteindre à des coûts réalistes. Toutes les données statistiques, quelles qu'en soient les sources, sont sujettes à un certain degré d'erreur.

La Politique visant à informer les utilisateurs sur la qualité des données et la méthodologie ([www.statcan.ca/francais/about/policy/infousers\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/about/policy/infousers_f.htm)) de Statistique Canada stipule que chaque communiqué de données doit être accompagné ou faire mention d'une description des méthodes utilisées. Les définitions, les sources de données et les méthodes utilisées pour toutes les enquêtes de l'organisme sont disponibles sur le site Web à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/concepts/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/concepts/index_f.htm).

### COUVERTURE D'ENQUÊTE

<i>Critère de rendement : Exactitude de l'information statistique</i> <i>Couverture d'enquête</i>
--

L'objectif de chaque enquête est d'observer une population cible. La base de sondage qui s'y rattache — la liste d'unités de la population cible — est utilisée pour définir et choisir l'échantillon de l'enquête. Les erreurs de couverture (les omissions, les inclusions erronées, les doubles comptes et la classification erronée des unités) dans la base de sondage peuvent entraîner un biais dans les estimations produites à partir des données de l'enquête. Par conséquent, l'exactitude des bases de sondage est cruciale à l'exactitude des résultats d'enquête.

- **Enquêtes-entreprises**

Le Registre des entreprises (RE) est utilisé comme base de sondage pour la majorité des enquêtes de Statistique Canada auprès des entreprises. Le RE a comme objectif d'inclure toutes les entreprises très



actives (comme définies ci-dessous) au Canada. On utilise les données administratives de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour faire du RE une liste à jour des entreprises au Canada. Depuis 1997, la couverture du RE s'est élargie grâce à l'utilisation des données de la taxe sur les produits et services et à l'information tirée des déclarations fédérales d'impôt des sociétés, lesquelles sont recueillies par l'ARC. Des études sont menées périodiquement pour mesurer la qualité de la couverture du RE ainsi que la qualité de l'information qu'il renferme (p. ex. les classifications industrielles et géographiques). À l'heure actuelle, on estime que le RE comprend plus de 93 % des entreprises répondant à au moins un des trois critères suivants :

- une entreprise comptant des employés pour lesquels elle verse des retenues à la source à l'ARC;
- une entreprise non constituée en société touchant des recettes de ventes estimatives d'au moins 30 000 \$;
- une entreprise constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale qui produit une déclaration fédérale d'impôt des sociétés.

#### • **Enquêtes-ménages**

L'Enquête sur la population active (EPA) et bien d'autres enquêtes-ménages font usage d'une base aréolaire commune englobant toutes les régions géographiques des provinces et des territoires du Canada, à quelques exceptions près.<sup>1</sup> Les régions géographiques sont sélectionnées au hasard à partir de cette base.

Parmi les régions sélectionnées, des ménages sont choisis au hasard à partir de listes de logements établies. Des problèmes de couverture peuvent surgir si l'on omet certains logements dans les listes ou si les ménages de logements sélectionnés oublient de déclarer certains de leurs membres. La couverture de l'enquête est surveillée, en partie, en comparant l'estimation de l'ensemble de la population calculée directement à partir de l'échantillon de l'enquête avec les estimations démographiques officielles. Pour réduire au minimum les conséquences des erreurs de couverture, les estimations de l'enquête sont statistiquement ajustées de façon à ce que les résultats publiés couvrent l'ensemble de la population.

Au cours de l'année écoulée, Statistique Canada a achevé le remaniement de l'échantillon décennal de l'EPA d'après les données du Recensement de la population de 2001. Le nouveau plan de sondage comprend de nombreuses innovations méthodologiques destinées à améliorer tant la qualité que l'efficacité de l'enquête. L'une de ces améliorations est l'utilisation du registre des adresses (RA) pour certaines régions géographiques. Le RA est une liste d'adresses créée à partir de données administratives. Élaboré par Statistique Canada pendant de nombreuses années, cet important outil méthodologique permettra d'assurer la qualité et l'efficacité de la couverture pour le Recensement de la population de 2006.

---

<sup>1</sup> Les Autochtones vivant dans les réserves, les membres des forces armées et les pensionnaires d'établissements ne participent pas à l'Enquête sur la population active.

La création d'un plus grand nombre de strates spéciales (à savoir celles présentant de fortes concentrations de certains groupes, comme les Autochtones ou les nouveaux immigrants) et une stratégie plus efficace visant les régions où les coûts sont élevés sont d'autres améliorations apportées à l'EPA. Certaines régions difficiles à atteindre et certaines régions où le taux d'inoccupation est très élevé ont été éliminées de la base de sondage et le taux d'échantillonnage a été réduit dans les autres régions où les coûts sont élevés. En outre, dans certaines régions urbaines, l'interview téléphonique, moins coûteuse, remplace la méthode habituelle consistant à réaliser la première interview sur place et les interviews suivantes par téléphone. Donc, pour les « nouveaux » ménages pour lesquels un numéro de téléphone peut être obtenu d'avance, la première interview et celles qui suivent seront réalisées par téléphone.

Au cours des dernières années d'utilisation de l'ancien plan de sondage de l'EPA, l'estimation de la couverture est demeurée constante, à près de 90 %. En raison du remaniement récent et des modifications collectives décrites précédemment, l'estimation de la couverture de l'EPA est maintenant d'environ 92 %.

Dans certaines enquêtes-ménages, on utilise une base de sondage téléphonique. Cette méthode, bien qu'elle soit peu coûteuse pour la grande majorité des ménages canadiens, omet cependant ceux qu'on ne peut joindre par téléphone. Les enquêtes téléphoniques font l'objet d'un contrôle et, pour certaines enquêtes, on a recours à une base aréolaire, parallèlement à la base de sondage téléphonique, pour améliorer la couverture.

Dans le cas des enquêtes visant des sous-groupes précis de la population (p. ex. les personnes appartenant à des groupes d'âge particuliers), on peut faire appel à une liste de personnes (ou de ménages). Cette liste peut provenir d'une source de données administratives ou, comme dans le cas des enquêtes postcensitaires, des données du Recensement de la population.

## **ERREUR D'ÉCHANTILLONNAGE**

<i>Critère de rendement : Exactitude de l'information statistique</i> <i>Erreur d'échantillonnage</i>
--

La plupart des enquêtes sont réalisées en fonction d'un échantillon de la population cible. L'échantillonnage est un moyen important de mieux répartir les ressources, d'assurer la pertinence des programmes, de produire des résultats plus actuels et d'améliorer différemment l'exactitude des données. L'échantillonnage permet à Statistique Canada de faire plus avec moins.

On peut s'attendre à ce que les estimations fondées sur un échantillon varient d'un échantillon à l'autre et diffèrent de celles qui proviendraient d'un recensement complet. L'importance prévue de ces variations dépend notamment du plan d'échantillonnage, dont l'optimisation permet d'obtenir une plus grande fiabilité.

La fiabilité de chaque estimation peut être établie de façon approximative à partir des données de l'échantillon. La mesure de la fiabilité la plus fréquemment offerte aux utilisateurs est le « coefficient de variation » (c.v.). Un faible c.v. signifie un degré élevé de confiance en la fiabilité statistique de

l'estimation associé à ce c.v. Inversement, un c.v. plus élevé signifie un plus faible degré de confiance en sa fiabilité.

Le tableau 2 présente les coefficients de variation pour les estimations ou les résultats principaux des programmes essentiels au mandat de Statistique Canada.

**Tableau 2 : Coefficients de variation pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada**

Programmes essentiels au mandat de Statistique Canada <sup>1</sup>	Sujet	Coefficient de variation			
		2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
		%			
Enquête sur la population active					
Emploi	Emploi total	0,3	0,3	0,2	0,2
Chômage	Chômage total	1,8	1,8	1,9	1,9
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Livraisons totales	0,6	0,5	0,6	0,6
Enquête mensuelle sur le commerce de gros <sup>2</sup>	Ventes en gros totales	1,1	1,1	1,1	0,7
Enquête mensuelle sur le commerce de détail <sup>2</sup>	Ventes au détail totales	1,2	1,2	1,3	0,6
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	Employés	0,1	0,1	0,1	0,1
Enquête financière trimestrielle	Recettes d'exploitation totales	0,7	0,8	0,7	0,6

Notes :

1. Le présent tableau omet les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada (Indice des prix à la consommation, commerce international et Indice des prix des produits industriels) qui n'utilisent pas l'échantillonnage aléatoire pour produire leurs estimations.
2. Les enquêtes mensuelles sur le commerce de gros et de détail ont été remaniées et les résultats ont été diffusés à compter de l'exercice 2004-2005. On a apporté plusieurs améliorations, lesquelles ont diminué considérablement le coefficient de variation global lié aux enquêtes. Parmi les améliorations figurent la réduction des coefficients cibles pour certains groupes industriels, commerciaux et géographiques, une meilleure stratification de l'échantillon en raison de l'amélioration de la mesure de la taille de la population, l'augmentation des procédures de vérification au moment de la collecte des données et durant l'analyse de celles-ci, et l'amélioration des procédures d'imputation.

Les coefficients de variation présentés dans le tableau ci-dessus sont tous très faibles, ce qui fait que les estimations sont considérées comme très fiables. Cela témoigne de l'importance de ces programmes. Des résultats plus désagrégés de ces programmes auraient tendance à s'accompagner de c.v. plus élevés étant donné qu'en général, plus la taille du sous-groupe d'intérêt diminue, plus les c.v. des estimations s'y rapportant augmentent.

## TAUX DE RÉPONSE

***Critère de rendement : Exactitude de l'information statistique***  
***Taux de réponse***

L'exactitude des données diffusées par Statistique Canada découle directement de l'exactitude des données que lui fournissent les répondants dans le cadre de ses enquêtes et recensements. Il s'ensuit que le pourcentage de répondants à qui l'on demande de fournir des données et qui en fournissent effectivement représente un volet important de l'exactitude. Ainsi, en règle générale, plus ce taux de réponse est élevé, plus exacts seront les résultats d'enquête.

Le tableau 3 ci-après présente les taux de réponse globaux (exprimés en pourcentage) pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada.

**Tableau 3 : Taux de réponse pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada**

Programmes essentiels au mandat de Statistique Canada <sup>1</sup>	Taux de réponse			
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
		%		
Enquête sur la population active	94	94	93	92
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières <sup>2</sup>	98	97	94	92
Enquête mensuelle sur le commerce de gros	93	93	92	94
Enquête mensuelle sur le commerce de détail	95	95	93	94
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	84	87	89	88
Enquête financière trimestrielle <sup>3</sup>	88	82	80	74
Indice des prix des produits industriels	94	94	94	94
Notes :				
1. Le présent tableau omet l'Indice des prix à la consommation, le commerce international et le produit intérieur brut trimestriel, pour lesquels on ne recueille pas de données directement auprès des répondants.				
2. En 2003-2004, le faible taux de réponse était attribuable à la panne d'électricité en Ontario ainsi qu'à la grève des intervieweurs. En 2004-2005, il était attribuable à un certain nombre de facteurs : l'apathie des répondants; la consolidation de la collecte de données de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM) dans deux bureaux régionaux; le transfert d'employés chevronnés vers les bureaux régionaux pour travailler au Recensement de la population; un moins grand nombre de personnes d'expérience affectées à l'EMIM.				
3. En 2004-2005, les taux de réponse s'établissaient à 74 % pour le premier trimestre. Les taux de réponse obtenus dans le cadre de l'Enquête financière trimestrielle sont sujets à des révisions afin de refléter les collectes et corrections de données subséquentes.				

On convient généralement qu'il est impossible d'obtenir un taux de réponse de 100 % pour la plupart des enquêtes. L'organisme veille à ce que des efforts raisonnables soient déployés pour obtenir un taux de réponse acceptable (ainsi que des réponses précises) tout en produisant des données actuelles sans imposer un fardeau excessif aux répondants. Cela se fait habituellement, entre autres méthodes, en concevant de bons questionnaires, en utilisant des procédures et des opérations testées et éprouvées, en communiquant aux répondants des renseignements sur la raison d'être de la collecte des données, en faisant un suivi auprès des non-répondants (pour les programmes économiques et destinés aux entreprises, l'élément central du suivi étant les principaux collaborateurs qui effectuent les estimations) et en apportant des ajustements statistiques appropriés aux données en l'absence d'une réponse complète.

De toute évidence, l'obtention de réponses complètes et exactes nécessite la coopération et le soutien des répondants. Des renseignements sont publiés sur le site Web à l'intention des participants à l'enquête, afin de leur expliquer à quoi ils doivent s'attendre lorsqu'ils participent à une enquête, l'importance de l'enquête et l'engagement de Statistique Canada à assurer la confidentialité des renseignements fournis, et afin de leur fournir une liste des questions les plus fréquemment posées au sujet de l'enquête. L'information est disponible à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/survey/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/survey/index_f.htm).

## PROFILS DE RÉVISION DES DONNÉES STATISTIQUES

*Critère de rendement : Exactitude de l'information statistique*  
*Profils de révision des données statistiques*

Les séries chronologiques économiques et socioéconomiques sont des comptes rendus statistiques de l'évolution des processus économiques au fil du temps, qu'on établit habituellement selon une certaine périodicité comme les mois, les trimestres et les années. À ce titre, les séries chronologiques contribuent grandement à la compréhension des tendances et des causes sous-jacentes des phénomènes sociaux et économiques. Même si des révisions aux estimations statistiques sont souvent nécessaires, ces estimations touchent directement les utilisateurs de données, car elles modifient leur compréhension du monde qui les entoure et, par le fait même, influencent leurs décisions.

Statistique Canada tente de réduire autant que possible l'ampleur des révisions aux estimations statistiques en facilitant la déclaration, en s'assurant que les questionnaires sont faciles à comprendre, en utilisant de nouvelles technologies afin de mieux s'adapter aux capacités des répondants de déclarer des données et en faisant des examens internes pour s'assurer que les procédures de collecte et de traitement des données permettent d'obtenir de bons résultats.

La principale cause justifiant des révisions est un cycle de traitement incomplet. Cependant, d'autres activités prévues, y compris des modifications aux systèmes de classification ou des changements aux paniers de biens et services sur lesquels les indices sont fondés, donnent aussi lieu à des révisions. Des révisions sont apportées aux séries de Statistique Canada afin d'établir un équilibre entre les exigences concurrentes d'exactitude et d'actualité.

Le tableau 4 indique la taille et l'étendue moyennes des révisions pour certains programmes clés de Statistique Canada. La taille moyenne des révisions se définit comme la révision absolue en pourcentage dont on a fait la moyenne pour les 12 diffusions (les enquêtes mensuelles) ou les 4 diffusions (les enquêtes trimestrielles) qui ont eu lieu au cours de l'année. Les dernières estimations révisées avant les révisions annuelles sont utilisées pour calculer la taille des révisions. Les révisions sont habituellement à la hausse, comme la taille moyenne l'indique, mais certaines sont à la baisse, comme on peut le voir dans l'étendue des révisions (pour l'année 2004 seulement).

**Tableau 4 : Révisions des programmes essentiels au mandat de Statistique Canada en 2002, 2003 et 2004**

Programmes essentiels au mandat de Statistique Canada <sup>1</sup>	Sujet	Fréquence	Taille moyenne de la révision			Étendue des révisions
			2002	2003	2004	2004
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Livraisons	Mensuelle	0,30	0,38	0,37	-0,30 à 1,38
Commerce international <sup>2</sup>	Exportations totales	Mensuelle	0,44	0,43	0,35	-2,67 à 1,70
	Importations totales	Mensuelle	0,24	0,30	1,10	-1,30 à 2,23
Enquête mensuelle sur le commerce de gros	Ventes en gros totales	Mensuelle	0,34	0,39	0,39	-0,17 à 0,79
Enquête mensuelle sur le commerce de détail <sup>3</sup>	Ventes au détail totales	Mensuelle	0,12	0,17	0,23	0,04 à 0,47
Produit intérieur brut (PIB)	PIB	Trimestrielle	0,08	0,07	0,06	0,00 à 0,11
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	Emploi	Mensuelle	0,01	0,01	0,04	-0,31 à 0,57
Enquête financière trimestrielle	Recettes d'exploitation	Trimestrielle	0,20	0,23	0,25	0,15 à 0,46
Indice des prix des produits industriels <sup>4</sup>	Indice des prix	Mensuelle	0,18	0,21	0,46	-0,28 à 0,83

Notes :

1. Le présent tableau omet les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada pour lesquels on ne corrige pas régulièrement les chiffres estimés (l'Enquête sur la population active et l'Indice des prix à la consommation).
2. L'étendue des révisions pour les importations et les exportations était supérieure en 2004. Cela est surtout attribuable au fait que la volatilité accrue des prix de l'énergie rend les estimations provisoires utiles plus difficiles à produire.
3. Les ventes au détail ont été particulièrement fortes tout au long de l'année 2004, les ventes ayant progressé durant 10 mois sur 12. Par conséquent, les révisions mensuelles des ventes au détail étaient toujours à la hausse en 2004, étant donné que les estimations désaisonnalisées ont été à la hausse chaque mois.
4. Les révisions apportées sont plus importantes que par les années passées, principalement à cause du métal de première fusion et des produits fabriqués en métal. En janvier 2004, l'introduction d'une surtaxe sur l'acier a entraîné des prix plus élevés pour les produits de l'acier de base ainsi que pour tous les produits composés en grande partie d'acier. Les révisions plus importantes sont dues au fait que des questionnaires reçus tardivement étaient affectés par des coûts plus élevés de l'acier. Quelques révisions ont également touché les produits du bois d'œuvre et du pétrole.

## Actualité de l'information statistique

L'actualité de l'information statistique représente le temps qui s'écoule entre la fin de la période de référence et le moment où cette information devient accessible au public. De façon générale, il s'agit d'un compromis entre l'actualité et l'exactitude des données. L'actualité d'une diffusion d'enquête est habituellement plutôt stable, et on apporte des changements sur une longue période. On apporte souvent les changements lorsque les enquêtes sont remaniées de façon importante.

L'actualité de l'information est clairement visible pour les utilisateurs et facile à déterminer. Le choix d'un objectif pour l'actualité est étroitement lié à la pertinence, puisque l'information peut ne pas être utile si elle n'est pas disponible à temps. Étant donné les objectifs visés pour l'actualité, deux mesures de rendement sont utiles. La première concerne l'existence de dates de diffusion annoncées à l'avance pour les séries régulières ainsi que le respect de ces dates. La deuxième tient aux améliorations de l'actualité qui ont été réalisées en fonction de la période de temps nécessaire pour diffuser l'information. Toutefois, cette mesure doit être envisagée concurremment avec d'autres facteurs, car les améliorations obtenues aux dépens de l'exactitude ou à un coût excessif peuvent ne pas constituer une amélioration du rendement global. Les clients ont toujours été en faveur du maintien des délais de diffusion, surtout si une actualité accrue risque d'entraîner des révisions statistiques plus étendues ou la réduction du niveau de détail. En outre, les utilisateurs accordent beaucoup d'importance à la prévisibilité des dates de diffusion.

### CALENDRIER DE DIFFUSION DES DONNÉES

*Critère de rendement : Actualité de l'information statistique  
Calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques*

Au début de chaque exercice, Statistique Canada publie sur son site Web les dates de diffusion des 29 principaux indicateurs économiques pour chaque mois de l'année à venir. Ces dates peuvent être obtenues à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/Release/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/Release/index_f.htm).

En 2004-2005, Statistique Canada a publié en tout 305 communiqués traitant de ces 29 principaux indicateurs économiques, et tous les communiqués ont été diffusés à la date prévue. En outre, l'organisme a publié 975 autres communiqués pour lesquels aucune date de diffusion n'avait été préétablie.

### TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE ET LA DATE DE DIFFUSION

*Critère de rendement : Actualité de l'information statistique  
Temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada*

Le temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada est une mesure de l'actualité de l'information qui permet de vérifier la pertinence des statistiques sur le plan de la « fraîcheur » de l'information publiée. Le tableau 5 met en évidence l'actualité de l'information d'un ensemble choisi de grandes publications.

**Tableau 5 : Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion pour les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada**

Programmes essentiels au mandat de Statistique Canada	Fréquence	Temps écoulé <sup>1</sup>
Enquête sur la population active	Mensuelle	20 jours
Indice des prix à la consommation	Mensuelle	21 jours
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle	45 jours
Commerce international	Mensuelle	42 jours
Commerce de gros et commerce de détail	Mensuelle	52 jours
Produit intérieur brut	Trimestrielle	61 jours
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (composante du revenu)	Mensuelle	57 jours
Relevé trimestriel des états financiers	Trimestrielle	58 jours
Indice des prix des produits industriels	Mensuelle	32 jours

Note :

1. Le temps écoulé est exprimé en jours civils et peut varier, par exemple, en fonction du nombre de jours ouvrables d'un mois donné.

Outre les programmes essentiels au mandat de Statistique Canada mentionnés précédemment, le Programme unifié des statistiques sur les entreprises (PUSE) — une série d'enquêtes-entreprises annuelles — a connu des améliorations continues à l'actualité de ses diffusions. Pour l'année de référence 1998, 16 enquêtes du PUSE sur 18 qui étaient en cours à cette époque n'ont été diffusées que 18 mois après la fin de la période de référence. En ce qui concerne l'année de référence 2002, 40 enquêtes sur 41 ont été diffusées à l'intérieur des 17 mois suivant la fin de la période de référence. Parmi ces enquêtes, 6 ont été diffusées à l'intérieur des 15 mois suivants. Un an plus tard, pour ce qui est de l'année de référence 2003, 42 des 44 enquêtes du PUSE (95 %) ont été diffusées à l'intérieur des 17 mois suivant la fin de la période de référence, 39 enquêtes ayant été diffusées à l'intérieur des 15 mois suivants. On a diffusé deux enquêtes dans une même année. On prévoit poursuivre les efforts afin de réduire le temps de diffusion de l'ensemble des enquêtes-entreprises annuelles pour qu'il entre dans la période de 12 à 15 mois de l'année de référence.



## Accessibilité à l'information statistique

En tant qu'organisme statistique national, Statistique Canada comble les besoins en information d'une vaste gamme d'utilisateurs — les entreprises, les syndicats, les établissements universitaires, les médias, le grand public et tous les ordres de gouvernement. L'objectif global de l'organisme est de rendre accessible, dans une large mesure, ses données statistiques de façon à ce que les Canadiens soient bien informés sur les conditions sociales, économiques et générales dans lesquelles ils vivent. La plupart des utilisateurs d'information appartiennent à deux grandes catégories : la première comprend les utilisateurs qui obtiennent leur information statistique dans les médias ou qui consultent régulièrement le site Web ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)); ils constituent de loin le groupe le plus nombreux. L'organisme fait son possible pour offrir à ces derniers de l'information gratuite et conviviale. L'autre catégorie d'utilisateurs comprend les entreprises et les administrations publiques qui ont besoin d'un grand volume d'informations spécialisées. L'organisme facture cette information selon le principe du recouvrement des coûts. Enfin, il fournit aussi un point unique d'accès à ses produits et services par la voie d'un Centre de contact national auquel peuvent être adressées les demandes par téléphone et par courriel.

Le 31 mars 2005, Statistique Canada a fermé son réseau de huit centres de consultation statistique, qui fournissaient des services au comptoir aux membres du public. Comme une grande partie de la clientèle de ces centres étaient des étudiants qui utilisent maintenant le site Web, le nombre de visiteurs n'était plus que de quelques-uns par jour.

Le nombre de personnes qui utilisent les services de Statistique Canada continue d'augmenter en raison du passage à la recherche électronique, qui a permis de desservir un plus grand nombre de personnes que jamais. Les étudiants et les enseignants peuvent consulter l'information produite par Statistique Canada dans le module Ressources éducatives ([www.statcan.ca/francais/edu/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/edu/index_f.htm)) sur le site Web. L'Initiative de démocratisation des données ([www.statcan.ca/francais/Dli/dli\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/Dli/dli_f.htm)) offre aux universitaires un moyen d'accès abordable et équitable aux données de l'organisme depuis que le programme a été lancé en 1996. Le programme des centres de données de recherche, qui fait partie d'une initiative collective de Statistique Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et d'un groupe d'universités, a été mis en place pour renforcer la capacité de recherche sociale au Canada et soutenir les spécialistes de la recherche en matière de politiques. La Salle des médias ([www42.statcan.ca/smr\\_r000\\_f.htm](http://www42.statcan.ca/smr_r000_f.htm)) a été créée récemment pour permettre aux journalistes d'avoir accès plus facilement aux produits et services offerts par l'organisme.

Les normes de service à la clientèle de Statistique Canada ([www.statcan.ca/francais/about/servic\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/about/servic_f.htm)) ainsi que l'information sur le rendement ([http://www.statcan.ca/francais/about/webeval\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/about/webeval_f.htm)) sont publiées sur le site Web, et le nom d'une personne-ressource de l'organisme est fourni à l'intention des clients qui ne sont pas satisfaits du service obtenu. Au fil des ans, le nombre de plaintes reçues a été minime. Le rapport d'étape sur l'Initiative d'amélioration des services présenté à la section IV contient des renseignements supplémentaires sur les initiatives d'amélioration des services de l'organisme.

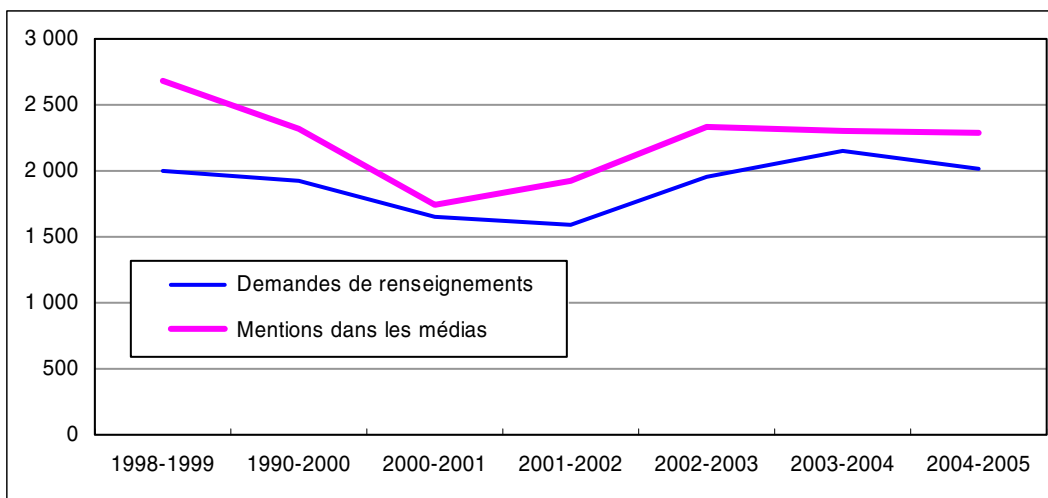
Par accessibilité de l'information statistique, on entend la facilité avec laquelle cette information peut être obtenue. Elle est mesurée en fonction du nombre de demandes de renseignements et de mentions faites par les médias, ainsi que du nombre de visites et de pages visionnées sur le site Web.

## ACCÈS PAR LES MÉDIAS

***Critère de rendement : Accessibilité à l'information statistique au moyen des médias***  
***Demandes de renseignements et mentions faites par les médias***

Le programme de surveillance des reportages des médias mis en place par Statistique Canada suit la couverture faite par 42 grands quotidiens ainsi que par 3 réseaux nationaux de radio et de télévision, de même que les demandes de renseignements faites par les journalistes au moyen de la Ligne info-médias. En 2004-2005, les médias ont fait, en moyenne, 170 mentions par mois et présenté, en tout, 190 demandes de renseignements, preuve que les communiqués diffusés par l'organisme continuent de faire l'objet d'une couverture générale dans les médias. Les niveaux records de mentions dans les médias coïncident habituellement avec la diffusion des données du recensement.

**Figure 1 : Mentions dans les médias et demandes de renseignements provenant des médias**



## ACCÈS PAR INTERNET

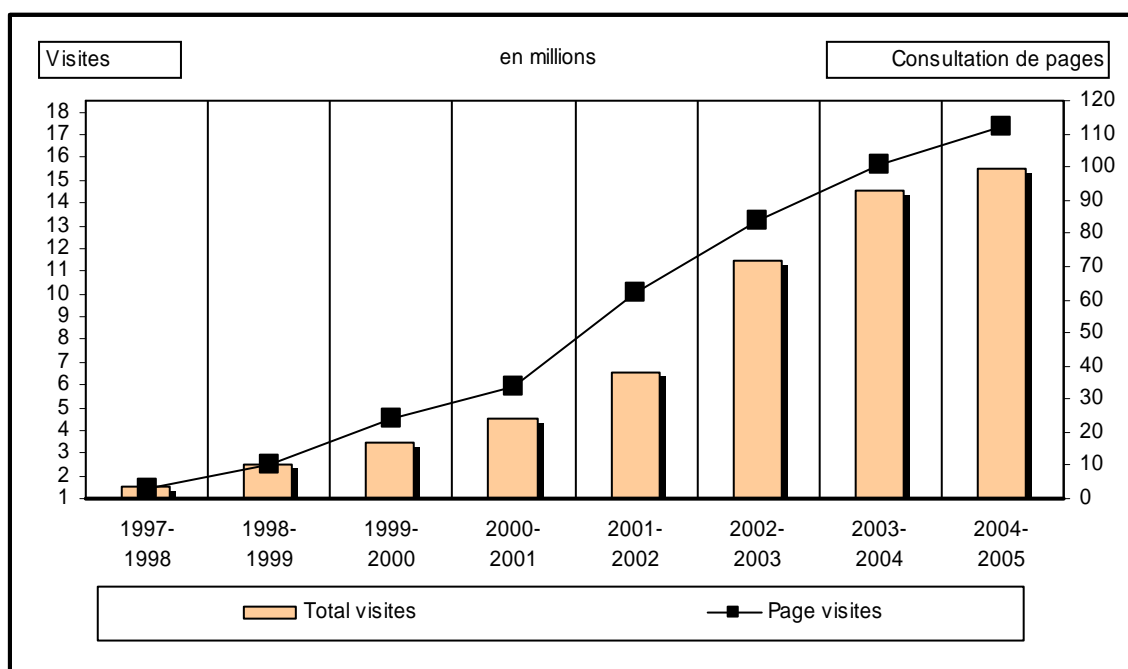
***Critère de rendement : Accessibilité à l'information statistique au moyen d'Internet***  
***Visites et consultations de pages sur le site Web***

Les efforts de marketing et de diffusion de Statistique Canada visent avant tout à rendre l'information produite plus accessible aux divers utilisateurs par la voie d'Internet et du Centre de contact national. De 2003-2004 à 2004-2005, le nombre de visites du site Web de l'organisme a augmenté de 7 % pour atteindre 15 millions, et le nombre de pages visionnées a augmenté de 10 % pour s'élever à 111 millions. Au cours de la même période, le nombre de demandes de renseignements reçues au moyen du service de demande téléphonique sans frais, des services de messagerie électronique et du service de courriel *Contactez-nous* a augmenté de 20 % pour atteindre 367 000 demandes. Bien qu'il n'y ait eu aucune diffusion importante en 2004-2005, le module de diffusion des données du Recensement de la population de 2001 a continué de recevoir plus de 30 millions de consultations de pages, ce qui représente 25 % du total des pages visionnées sur le site Web de l'organisme.

Statistique Canada procède régulièrement à des études du site Web, y compris à l'analyse de l'achalandage, de l'information utilisée et de la facilité d'emploi de nouvelles fonctions, ainsi qu'à une étude annuelle en vue de recueillir les commentaires des utilisateurs finaux grâce à un sondage en ligne. Dans l'ensemble, la satisfaction à l'égard du site est demeurée assez constante au cours des quatre dernières années, un peu plus de 70 % des répondants déclarant être satisfaits ou très satisfaits de leur expérience globale sur le site. Les étudiants continuent d'être les utilisateurs les plus fréquents du site, les étudiants des collèges et des universités effectuant 41 % des visites sur le site. Des renseignements plus détaillés sur les mesures de l'achalandage et de la satisfaction à l'égard du site Web peuvent être obtenus en ligne à l'adresse suivante : [www.statcan.ca/francais/about/webeval\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/about/webeval_f.htm).

Le nombre total de visites et de pages visionnées sur le site Web de l'organisme n'a cessé d'augmenter depuis 1997, comme l'indique le tableau 7 qui suit.

**Figure 2 : Visites et consultations de pages de 1997 à 2005**



## Possibilité d'interprétation des données statistiques

La possibilité d'interprétation des données statistiques renvoie à la disponibilité de renseignements additionnels nécessaires pour les interpréter et les utiliser correctement. Cette information supplémentaire, désignée par le terme « méta-information ou métadonnées », comprend habituellement les concepts sous-jacents, les variables et les classifications utilisés, les méthodes de collecte et de traitement de données, ainsi que des indications de l'exactitude des données statistiques. De plus, la possibilité d'interprétation des produits de l'organisme s'accroît lorsqu'on veille à ce que les diffusions officielles dans *Le Quotidien* exposent clairement les principaux résultats de la publication de façon à illustrer leur pertinence et à les rendre plus faciles à utiliser par les médias qui les publient.

### DISPONIBILITÉ DE RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

*Critère de rendement : Possibilité d'interprétation des données statistiques  
Disponibilité de renseignements additionnels pour interpréter et utiliser les données*

La Politique visant à informer les utilisateurs sur la qualité des données et la méthodologie de Statistique Canada exige qu'une description des concepts et des méthodes utilisés pour la collecte et le dépouillement des données, de même que l'information sur l'exactitude des données, soient fournies pour l'ensemble de ses produits statistiques. Plus que le volume et l'ampleur des informations statistiques fournies en ligne augmentent, la Base de métadonnées intégrée (BMDI) de Statistique Canada est le principal moyen de diffuser la méta-information et de satisfaire aux exigences de la politique.

La BMDI est un dépôt central comprenant de l'information sur les variables, les questionnaires, les méthodes et les mesures de l'exactitude des données pour environ 600 enquêtes et programmes statistiques de l'organisme. En 2004-2005, une nouvelle version de la BMDI a été diffusée sur le site Web de l'organisme. Pour chaque enregistrement de la BMDI, il existe des liens directs à d'autres produits de l'organisme tels que *Le Quotidien* et les tableaux de CANSIM, des liens avec d'autres périodes de référence remontant jusqu'à novembre 2000, et un historique des modifications apportées au contenu ou à la méthodologie depuis novembre 2000. En outre, Statistique Canada continue d'augmenter le contenu de la BMDI en mettant l'accent sur les définitions des variables et sur les classifications utilisées dans les programmes statistiques. La diffusion de cette information à l'intention du public par la voie de la BMDI a débuté en mai 2005 et se poursuivra au cours de l'année. L'objectif est de diffuser l'information sur toutes les variables dans la BMDI à mesure qu'elle est approuvée.

Les définitions, les sources de données et les méthodes utilisées pour l'ensemble des enquêtes de Statistique Canada peuvent être consultées en ligne à l'adresse suivante :

[www.statcan.ca/francais/concepts/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/concepts/index_f.htm).

## Cohérence de l'information statistique

On entend par cohérence de l'information statistique le degré auquel cette dernière peut être compatible avec d'autres données statistiques à l'intérieur d'un vaste cadre analytique, et ce, au fil du temps. L'utilisation de concepts, de classifications et de populations cibles standards favorise la cohérence, tout comme l'utilisation de méthodes communes à l'ensemble des enquêtes. La cohérence ne signifie pas nécessairement une correspondance numérique complète.

### UTILISATION DE SYSTÈMES DE CLASSIFICATION

***Critère de rendement : Cohérence de l'information statistique***  
***Utilisation de systèmes de classification***

Le fait qu'on utilise des systèmes de classification type pour les enquêtes garantit la rigueur et l'uniformité entre ces dernières, ce qui permet qu'elles soient cohérentes les unes avec les autres. Le tableau qui suit fait état de l'utilisation de divers systèmes de classification type pour certains grands programmes menés par Statistique Canada.

**Tableau 6 : Utilisation de systèmes de classification type pour certains programmes**

Programme principal	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)	Classification type des biens ou Système harmonisé (CTB ou SH)	Classification nationale des professions pour statistiques (CNP-S)	Classification géographique type (CGT)
Enquête sur la population active	✓	s.o.	✓	✓
Indice des prix à la consommation <sup>1</sup>	s.o.		s.o.	✓
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	✓	s.o.	s.o.	✓
Commerce international	✓	✓	s.o.	✓
Enquêtes mensuelles sur le commerce de gros et le commerce de détail	✓	s.o.	s.o.	✓
Produit intérieur brut mensuel et trimestriel	✓	✓	s.o.	s.o.
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail	✓	s.o.	s.o.	✓
Enquête financière trimestrielle	✓	s.o.	s.o.	s.o.
Indice des prix des produits industriels	✓	✓	s.o.	✓
Notes :				
✓ Indique que la classification est utilisée.				
s.o. Indique que la classification ne s'applique pas (sans objet).				
1. Étant donné la nature de l'enquête (établissement du prix du panier de biens), l'Indice des prix à la consommation utilise son propre système de classification pour les produits.				

## **CERTAINES INITIATIVES VISANT À AMÉLIORER LA COHÉRENCE**

- **Nouveau Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SCPAN)**

Durant l'exercice 2004-2005, Statistique Canada a terminé le développement du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord. Cette nouvelle classification harmonisée a été élaborée collectivement par le Canada, le Mexique et les États-Unis afin d'améliorer la cohérence et la comparabilité trinationale de leurs statistiques nationales respectives sur les produits. Les listes de produits ont été parachevées pour les biens et les services, pour pratiquement tous les secteurs du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Les trois pays en sont également arrivés à une entente en ce qui concerne la structure de l'agrégation fondée sur la demande pour cette nouvelle classification. L'Enquête annuelle des manufactures et certaines enquêtes couvrant les industries de services appliquent déjà le SCPAN dans leurs questionnaires. La mise en application générale du SCPAN dans tous les programmes statistiques doit débiter en 2007.

- **Révisions du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)**

Le Canada, le Mexique et les États-Unis ont finalisé les révisions de la version 2007 du SCIAN. D'importants changements ont eu lieu dans le domaine des services de télécommunication et Internet. Ces révisions tiennent compte des révisions concurrentes apportées en Europe à la Nomenclature générale des activités économiques dans les communautés européennes et par les Nations Unies à la Classification internationale type, par industrie. Grâce aux efforts concertés des responsables de ces classifications, les modifications apportées à chacune d'entre elles ont nettement amélioré leur concordance.

- **Nouvelle Classification des programmes d'enseignement (CPE Canada 2000)**

Statistique Canada a diffusé la première version canadienne de la Classification des programmes d'enseignement ([www.statcan.ca/francais/concepts/definitions/education09\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/concepts/definitions/education09_f.htm)), qui fournit la gamme complète des programmes d'enseignement au Canada. La CPE Canada 2000 est la culmination d'un effort de collaboration pluriannuel de Statistique Canada et du National Center for Education Statistics des États-Unis. Les deux programmes principaux qui produisent des données sur le domaine d'études — le Système d'information amélioré sur les étudiants et le Recensement de la population — ont adopté la CPE. Les données sur les effectifs universitaires ont été publiées pour la première fois en se basant sur la CPE Canada 2000 en juillet 2004; en outre, pour le Test du Recensement de la population réalisé en 2004, la variable du domaine d'études a été codée conformément à la CPE, en prévision de l'utilisation de cette dernière pour le Recensement de 2006.

- **Nouvelle base de données en ligne pour le Projet de statistiques sur le transport en Amérique du Nord (PSTAN)**

À mesure que s'est accrue l'intégration des économies du Canada, des États-Unis et du Mexique, la demande de données plus comparables pour les séries chronologiques importantes de données sur le transport concernant ces trois pays a aussi augmenté. La base de données du PSTAN, qui est une source en ligne unique d'information complète sur les activités de transport, a été lancée officiellement en septembre 2004. Disponible en français, en anglais et en espagnol, la base de données est le fruit d'une initiative tripartite représentant les organismes de transport et de statistique du Canada, des États-Unis et du Mexique.

## Section III: Rendement financier

Les tableaux financiers suivants figurent dans le présent rapport:

Renseignements sommaires		p. 6
Besoins en ressources par secteur de programme et secteur d'activité	Tableau 1	p. 8
Comparaison des dépenses prévues aux dépenses réelles	Tableau 7	p. 55
Utilisation des ressources par secteur d'activité	Tableau 8	p. 56
Postes votés et législatifs	Tableau 9	p. 56
Coût net pour le ministère	Tableau 10	p. 57
Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles	Tableau 11	p. 57
Tarifification externe	Tableau 12	p. 58

**Tableau 7: Comparaison des dépenses prévues aux dépenses réelles (équivalents temps plein compris) (en millions de dollars)**

	2002-2003 Dépenses réelles	2003-2004 Dépenses réelles	2004-2005			
			Budget principal	Dépenses prévues	Total des autorisations	Dépenses réelles
Statistique économique et sociale	361,4	361,6	357,2	376,6	408,6	397,4
Statistique du recensement	61,3	66,5	57,9	58,0	66,6	65,4
Total	422,7	428,1	415,1	434,6	475,2	462,8
Total	422,7	428,1	415,1	434,6	475,2	462,8
Moins: revenus non disponibles	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Plus: coût des services reçus à titre gracieux	48,4	50,5	50,2	50,2	63,7	63,6
Coût net pour le ministère	470,3	477,8	464,5	484,0	538,1	525,6
Équivalents temps plein	5 964	5 648	5 118	5 188	5 200	5 436

**Tableau 8: Utilisation des ressources par secteur d'activités (en millions de dollars)**

2004-2005								
Secteur d'activités (SA)	Budgétaire						Plus: Non-budgétaire	Total
	Fonctionnement	Immobilisations	Subventions et contributions	Total: Dépenses budgétaires brutes	Moins : Revenus disponibles	Total: Dépenses budgétaires nettes	Prêts, investissements et avances	
<b>Statistique économique et sociale</b>								
Budget principal	473,7	0	0,6	<b>474,3</b>	117,1	357,2	0	357,2
<i>Dépenses prévues</i>	493,1	0	0,6	<b>493,7</b>	117,1	376,6	0	376,6
Total de autorisations	525,1	0	0,6	<b>525,7</b>	117,1	408,6	0	408,6
<i>Dépenses réelles</i>	466,8	0	0,6	<b>467,4</b>	70,0	397,4	0	397,4
<b>Statistique du recensement</b>								
Budget principal	70,8	0	0	<b>70,8</b>	12,9	57,9	0	57,9
<i>Dépenses prévues</i>	70,9	0	0	<b>70,9</b>	12,9	58,0	0	58,0
Total de autorisations	79,5	0	0	<b>79,5</b>	12,9	66,6	0	66,6
<i>Dépenses réelles</i>	79,0	0	0	<b>79,0</b>	13,6	65,4	0	65,4

**Tableau 9: Postes votés et législatifs (en millions de dollars)**

		2004-2005			
Poste voté ou législatif	Libellé tronqué du poste voté ou législatif	Budget principal	Dépenses prévues	Autorisations	Dépenses réelles
	Dépenses de fonctionnement	346,0	364,1	405,6	393,1
	Subventions et contributions	0,6	0,6	0,6	0,6
	Contributions aux avantages sociaux des employés	68,5	70,0	69,1	69,1
	Total	415,1	434,6	475,2	462,8



**Tableau 10: Coût net pour le ministère (en millions de dollars)**

	2004-2005
Dépenses réelles	462,8
<b>Plus: Services reçus à titre gracieux</b>	
Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	32,7
Contributions de l'employeur aux primes du régime d'assurance des employés et dépenses payées par le SCT (hors les fonds renouvelables)	30,7
Indemnisation des victimes d'accidents du travail assurée par Développement social Canada	0,2
Traitements et dépenses connexes liés aux services juridiques fournis par Justice Canada	0,0
	63,6
<i>Moins: Revenus non disponibles</i>	0,8
Coût net pour le ministère en 2004-2005	525,6

**Tableau 11: Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles (en millions de dollars)**

**Revenus disponibles**

	Dépenses réelles 2002-2003	Dépenses réelles 2003-2004	2004-2005			
			Budget principal	Dépenses prévues	Total des autorisations	Dépenses réelles
Statistique économique et sociale						
Services statistiques spéciaux	98,2	87,3	117,1	117,1	117,1	70,0
Statistique du recensement						
Services statistiques spéciaux	12,1	16,3	12,9	12,9	12,9	13,6
Total des revenus disponibles	110,3	103,6	130,0	130,0	130,0	83,6

**Revenus non disponibles**

	Dépenses réelles 2002-2003	Dépenses réelles 2003-2004	2004-2005			
			Budget principal	Dépenses prévues	Total des autorisations	Dépenses réelles
Statistique économique et sociale						
Services statistiques spéciaux	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Statistique du recensement						
Services statistiques spéciaux						
Total des revenus non disponibles	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8

**Tableau 12: Tarification externe**

Activité à recouvrement des coûts	Type de coût	Pouvoir d'établissement des coûts	Date de la dernière modification	2004-2005					Années de planification		
				Revenu prévu (en milliers de dollars)	Revenu réel (en milliers de dollars)	Coût total (en milliers de dollars)	Norme de service	Résultats liés au rendement	Exercice	Revenu prévu (en milliers de dollars)	Coût total estimatif (en milliers de dollars)
Publications de Statistique Canada	Autres biens et services – coût d'un produit postmanu-script	Pouvoir du ministre de conclure des marchés	Avril 1996	1 260,0 \$	1 376,8 \$	1 376,8 \$	Chaque abonnement ou numéro se vend à prix fixe.	Continuer de répondre aux besoins en information des clients au moyen de ventes d'exemplaires imprimés et de plus en plus de documents électroniques.	2005-06	1 255,0 \$	1 255,0 \$
									2006-07	1 235,0 \$	1 235,0 \$
									2007-08	1 175,0 \$	1 175,0 \$
CANSIM	Autres biens et services – coût d'accès	Pouvoir du ministre de conclure des marchés	Septembre 2001	1 030,0 \$	995,3 \$	995,3 \$	Contrats spécifiques pour les distributeurs, comportant des prix et des options fixes. L'accès à Internet est aussi à prix fixe.	Aucun distributeur n'a mis fin aux contrats en raison du prix. Les ventes par Internet continuent d'augmenter.	2005-06	1 040,0 \$	1 040,0 \$
									2006-07	1 050,0 \$	1 050,0 \$
									2007-08	1 060,0 \$	1 060,0 \$
Services statistiques spéciaux	Autres biens et services – coût pour le service	Pouvoir du ministre de conclure des marchés	Juillet 1997	49 037,0 \$	20 155,2 \$	20 155,2 \$	Chaque contrat comprend ses propres spécifications et produits livrables.	Les dates de tous les produits livrables ont été respectées et les contrats ont été payés en entier.	2005-06	43 354,0 \$	43 354,0 \$
									2006-07	30 674,0 \$	30 674,0 \$
									2007-08	30 674,0 \$	30 674,0 \$
				Total	Total	Total		Sub-total:	45 649,0 \$	45 649,0 \$	
				51 327,0 \$	22 527,3 \$	22 527,3 \$		Sub-total:	32 959,0 \$	32 959,0 \$	
								Sub-total:	32 909,0 \$	32 909,0 \$	

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, l'organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Ces normes, qui sont publiées dans le site Web ([http://www.statcan.ca/francais/about/servic\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/about/servic_f.htm)) et en version imprimée, engagent l'organisme à respecter les six catégories suivantes : la qualité, l'accessibilité, la promptitude, le coût, la fiabilité et le mécanisme de redressement.

## SECTION IV : AUTRES SUJETS D'INTÉRÊT

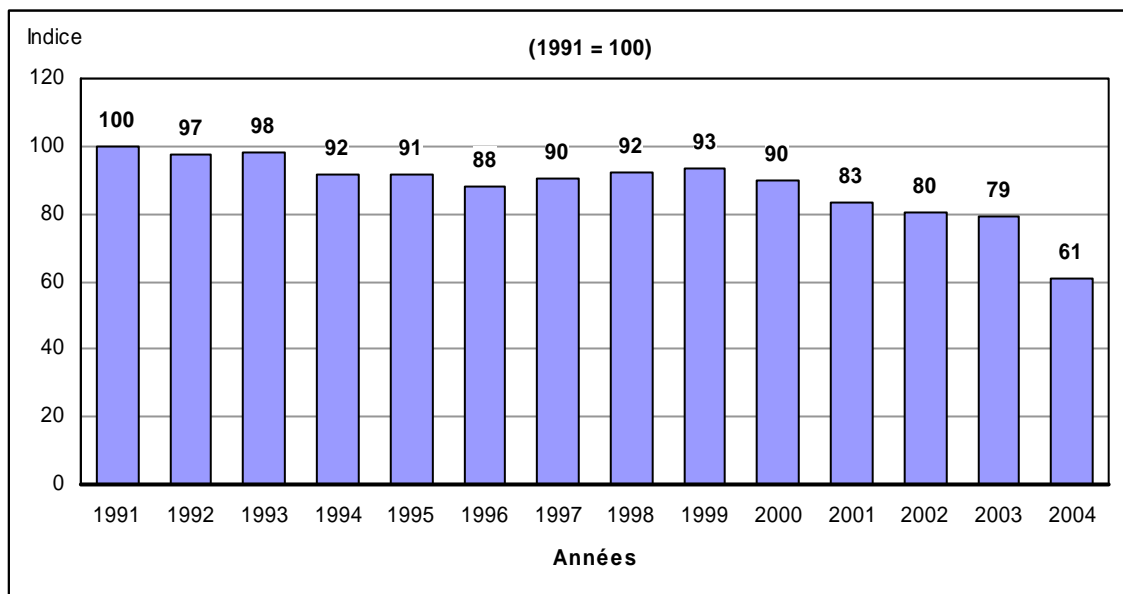
### Poursuite des efforts en vue de réduire le fardeau de réponse

#### UTILISATION DE DONNÉES ADMINISTRATIVES

Au cours des dernières années, Statistique Canada a mis progressivement en œuvre un programme visant à utiliser les sources de données administratives afin d'éliminer un grand nombre de petites entreprises de son programme d'enquête. Les principaux éléments de cette initiative d'utilisation de données fiscales se sont concrétisés en 2004. Les efforts se poursuivent en vue de continuer d'alléger le fardeau de réponse imposé aux entreprises, mais les effets futurs seront vraisemblablement plus modestes.

L'expansion annuelle de l'économie canadienne et du nombre d'entreprises rend nécessaire l'accroissement des échantillons des enquêtes afin de maintenir les niveaux de qualité des données. Ces dernières années, Statistique Canada a pris des mesures pour atténuer cet accroissement grâce à l'utilisation accrue des données administratives. Alors que le nombre absolu d'heures que représente le fardeau de réponse a diminué de 22 % depuis 1991, au cours de la même période, le fardeau moyen imposé à chaque entreprise canadienne a été allégé de 39 %. Le graphique qui suit, dans lequel on voit le nombre total indexé d'heures que représente le fardeau de réponse divisé par le nombre total estimé d'entreprises canadiennes, illustre ces changements.

**Figure 3 : Indice du fardeau de réponse moyen en nombre d'heures par entreprise canadienne**



## DÉCLARATION ÉLECTRONIQUE DES DONNÉES

En 2004-2005, le projet de déclaration électronique des données (DED) en était à la quatrième année de financement par l'initiative Gouvernement en direct. L'objectif du projet était de développer des outils et une infrastructure afin de donner aux répondants aux enquêtes de Statistique Canada la capacité de remplir leur questionnaire par voie électronique.

À l'heure actuelle, plus de 70 000 répondants à 47 enquêtes se sont vu offrir l'option de remplir leur questionnaire électroniquement. Les taux de participation sont demeurés stables l'année dernière. Environ 10 % des répondants aux enquêtes annuelles et 40 % des répondants aux enquêtes infra-annuelles à qui l'on a offert l'option de DED ont choisi cette méthode de déclaration. L'année dernière, dans le cadre du projet de la DED, on a réalisé une étude de marché afin de déterminer comment on pourrait améliorer les taux de participation. Les commentaires recueillis durant cette étude orienteront les travaux de développement qui seront entrepris durant l'année à venir en vue de rendre les outils et l'infrastructure plus solides et conviviaux. Certaines améliorations déjà apportées incluent la possibilité de répondre de façon sécuritaire au questionnaire de l'enquête en plusieurs séances.

L'un des succès les plus récents du projet de la DED a été le développement d'une application Internet en vue de recueillir des données sur les émissions de gaz à effet de serre auprès de grands émetteurs finaux. Parmi les 321 répondants, 98 % ont utilisé l'outil de déclaration Internet pour transmettre leur information à Statistique Canada, à Environnement Canada et au gouvernement de l'Alberta au moyen d'un guichet unique.

Dans le passé, Statistique Canada utilisait une grande quantité de questionnaires imprimés ou électroniques comme source d'information sur les entreprises. L'échange électronique de données permet de s'écarter du concept de questionnaire grâce à l'utilisation d'outils servant à extraire automatiquement l'information dans la base de données d'un répondant. L'innovation dans ce domaine pourrait alléger considérablement le fardeau de réponse, en particulier pour les grandes entreprises.

## Rapport d'étape sur l'Initiative d'amélioration des services

Statistique Canada continue d'appuyer activement l'Initiative d'amélioration des services (IAS) et sa philosophie de gestion, et ses pratiques de fonctionnement témoignent depuis longtemps de l'importance accordée aux normes de service à la clientèle ainsi qu'à la recherche à cet égard. L'organisme a mis à profit son expertise en matière d'enquêtes dans la recherche et le développement de l'Outil de mesures communes (OMC) de l'IAS. Les divisions qui offrent des services à la clientèle doivent procéder à des recherches sur la satisfaction des clients dans le cadre de leurs examens réguliers des programmes. Les activités de recherche axées sur le client liées à Internet que mène Statistique Canada font l'objet de rapports dans le plan directeur de Gouvernement en direct. La recherche axée sur la rétroaction des clients constitue un élément clé des activités d'enquête et de collecte, étant donné que les relations avec les répondants aux enquêtes sont un déterminant essentiel de la qualité des données. Puisqu'un nombre croissant d'enquêtes de Statistique Canada comportent une option de collecte électronique, les activités de recherche axées sur la rétroaction ont aussi augmenté. Les activités de recherche menées antérieurement comprennent la recherche concernant les attentes et les préoccupations possibles des répondants, l'essai préliminaire des prototypes d'enquête, la rétroaction recueillie par les services d'aide aux clients, ainsi que la recherche sur la satisfaction effectuée après le déploiement d'une enquête.

Internet est devenu le principal circuit de distribution de données et d'information utilisé par Statistique Canada. Des normes concernant la qualité des données sont appliquées à toutes les données publiées électroniquement. Les normes de service sont affichées publiquement et leur application est surveillée de près par l'organisme, y compris la mesure du fardeau de réponse au moment de la collecte des données d'enquête. Chaque année, Statistique Canada effectue un sondage complet sur les services à la clientèle auprès des utilisateurs et des clients sur Internet, afin de mesurer les intérêts, les attentes et le degré de satisfaction selon des principes qui sont aussi pris en compte dans l'OMC. L'organisme a multiplié les essais de convivialité des produits et des services. Récemment, une recherche sur Internet a abouti à un remaniement important du site Internet de Statistique Canada. Les Canadiens qui ont besoin de données de Statistique Canada sont desservis par un grand nombre de secteurs de programme et de groupes de services centralisés. Étant donné le nombre et la diversité des produits, des services et des modes de prestation de ces services, les méthodes utilisées par Statistique Canada pour déterminer la satisfaction de la clientèle sont assez diversifiées. Bien que cette diversité empêche d'obtenir des mesures agrégées de la satisfaction de la clientèle, les différentes activités de recherche comportent toutes des aspects communs, comme les perceptions quant à la qualité des données, leur actualité et la facilité d'accès, la satisfaction générale et les recommandations. Comme Statistique Canada réalise des enquêtes sur la satisfaction des clients depuis longtemps, les secteurs de programme peuvent maintenant analyser longitudinalement leurs progrès.

Les relations avec les intervenants comprennent des consultations permanentes auprès de divers groupes et organismes pour lesquels les opérations d'enquête et les activités de diffusion de données de Statistique Canada présentent une importance ou un intérêt particulier. Ces consultations englobent l'Initiative en recherche sur les politiques, le Conseil national de la statistique, 13 comités consultatifs permanents et 6 comités spécialisés, un conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique et des programmes exhaustifs de consultation auprès d'une gamme variée de collectivités afin de planifier le contenu du recensement et les produits. Récemment, le processus de consultation relatif au contenu du Recensement de 2006 a bénéficié d'un niveau élevé de participation d'intervenants clés et d'utilisateurs de données. Des

mécanismes permanents de rétroaction des clients mettent l'accent sur la portée, la valeur et la pertinence des données de Statistique Canada et sur la façon dont ces données sont recueillies et publiées.

Étant donné que de plus en plus de Canadiens utilisent Internet pour accéder aux services gouvernementaux et pour participer aux consultations auprès des ministères et organismes fédéraux, Statistique Canada s'attend à ce que les consultations avec ses intervenants se fassent de plus en plus fréquemment en ligne, à condition que les consultations effectuées par voie électronique puissent être largement accessibles et qu'elles soient représentatives des communautés d'intérêts.

Récemment, Statistique Canada a fait réaliser en sous-traitance un sondage national auprès des Canadiens en vue d'évaluer leur connaissance de l'organisme et leurs perceptions à son égard. De façon générale, les Canadiens sont bien au courant du rôle et des activités de Statistique Canada et ont une opinion très positive quant à la pertinence et à la valeur de ses données, ainsi qu'à la participation individuelle aux enquêtes. Le sondage a également révélé un intérêt persistant pour la participation aux enquêtes à l'aide de l'option de réponse électronique, particulièrement parmi certains segments de la population.

## Nouveaux produits et services sur le site Web

En tant que principal moyen de fournir de l'information aux utilisateurs de données, le site Web [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) permet à Statistique Canada de desservir un nombre plus élevé que jamais de Canadiens. Le nombre moyen de visites quotidiennes est supérieur à 50 000, et plus de 15 millions de visiteurs ont été dénombrés en 2004-2005. Le site a été amélioré à la suite de recherches portant sur les divers groupes d'utilisateurs et sur leur satisfaction à l'égard du contenu et des fonctions de celui-ci.

Voici les principales améliorations apportées aux produits et services de l'organisme au cours de l'année dernière :

- Le module *Le Canada en statistiques* ([www40.statcan.ca/z01/cs0001\\_f.htm](http://www40.statcan.ca/z01/cs0001_f.htm)) a été remanié et comprend des données du recensement sur toutes les collectivités (les villes, les villages, les réserves et établissements indiens), les comtés ou leurs équivalents et les régions métropolitaines de recensement au Canada. Les profils contiennent aussi de l'information sur la santé dans les diverses régions sociosanitaires du pays. Pour le Recensement de 2001, Statistique Canada a étendu les profils de près de 50 % et offert une fonction cartographique. Les tableaux sont conçus pour une visualisation à l'écran et sont mis à jour quotidiennement de façon dynamique à 8 h 30, au moment où de nouvelles données sont diffusées dans *Le Quotidien*. La plupart des visiteurs du site trouvent l'information qu'ils recherchent dans le module *Le Canada en statistiques*.
- Le module *Salle des médias* ([www42.statcan.ca/smr\\_r000\\_f.htm](http://www42.statcan.ca/smr_r000_f.htm)) a été créé à l'intention des journalistes.
- Le module *Recensement du Canada de 2006* ([www12.statcan.ca/francais/census06/index.cfm](http://www12.statcan.ca/francais/census06/index.cfm)) a été lancé en 2004 afin de fournir des données provisoires sur l'état d'avancement des activités menant au Recensement de 2006.

- Le module **Ressources éducatives** ([www.statcan.ca/francais/edu/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/edu/index_f.htm)) fournit une vaste gamme de renseignements et d'outils destinés à appuyer les activités d'enseignement et les projets de recherche des élèves des écoles secondaires. Outre des données statistiques, ce module offre des plans de leçon et des trousseaux de l'enseignant qui sont des compléments au Programme de soutien à l'éducation de l'organisme. **E-STAT**, qui est l'outil d'apprentissage interactif de Statistique Canada destiné aux élèves, est maintenant lié à une application cartographique interactive.
- La fonction **Recherche** du site Web a été améliorée afin d'y inclure la catégorisation des résultats de recherche.

## Initiatives en matière de gestion

### MISE EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Statistique Canada a profité de la nouvelle *Loi sur la modernisation de la fonction publique* pour tirer parti des marges de manœuvre qu'offre cette dernière et enrichir sa stratégie de gestion des ressources humaines. Cette stratégie vise à recruter les meilleurs employés possible et à fournir des occasions d'apprentissage et de perfectionnement professionnel dans un milieu de travail constructif qui encourage le parcours de carrière et assure des ressources humaines durables.

Afin de bien saisir les possibilités offertes par la loi, Statistique Canada a entrepris une analyse de la conjoncture et une analyse des répercussions. L'organisme a établi une structure de projet et créé un comité consultatif de la modernisation des ressources humaines présidé par un cadre supérieur désigné pour piloter les changements. Il a aussi formé des groupes de travail au sein desquels sont représentés tous les intervenants, les syndicats et les cadres en vue de déterminer quels sont les changements requis, et il a mis en place une infrastructure de soutien.

- **Mode extrajudiciaire de règlement des différends**  
Statistique Canada a lancé un projet de codéveloppement avec le syndicat local et établi un Système de gestion informelle des conflits (SGIC). L'infrastructure de ce système est maintenant opérationnelle et dotée d'un agent principal du SGIC agissant à titre de champion et de surveillant, et d'un coordonnateur du SGIC pour fournir les services. Ces services ont été introduits d'une façon qui renforce l'engagement de Statistique Canada à créer un milieu de travail sain et sont offerts dans les mêmes locaux que les services de bien-être existants de l'organisme.
- **Planification des ressources humaines**  
Statistique Canada a entrepris un examen approfondi de son processus intégré de planification des activités et des ressources humaines en place depuis longtemps, afin de valider le processus de planification et de cerner les domaines susceptibles d'être renforcés. Plusieurs améliorations ont maintenant été apportées à ce processus, y compris le premier plan stratégique *officiel* concernant les ressources humaines à Statistique Canada.
- **Dotation en personnel**  
Pour tirer parti des marges de manœuvre qu'offre la nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, Statistique Canada a lancé un vaste processus de consultation auprès des cadres, des syndicats et des employés avant d'entreprendre l'élaboration des politiques clés de dotation en personnel. Les projets novateurs entrepris comprennent, entre autres, la création d'une stratégie concernant les groupes non classés et un plan détaillé pour la formation des spécialistes en ressources humaines, des cadres, des représentants syndicaux et des employés.
- **Gestion du rendement**  
Les révisions législatives et les nouvelles autorités en matière de gestion du rendement ont donné à Statistique Canada l'occasion de déceler des moyens d'améliorer la gestion du rendement au sein de l'organisme. Le but est d'appuyer la collectivité de Statistique Canada, de renforcer le rendement positif et d'aider les cadres et les employés à résoudre les questions difficiles qui se posent lorsque les employés n'accomplissent pas de façon adéquate la gamme complète des tâches que comporte leur



emploi. Le cadre des programmes de gestion du rendement a été établi. Il comprendra des politiques et des lignes directrices, des outils de soutien et une formation en gestion du rendement.

- **Formation**  
Pour appuyer les nombreux changements adoptés en vue de moderniser les ressources humaines et le nouveau cadre de responsabilisation des ressources humaines, Statistique Canada a entrepris un examen complet de la gestion et de la formation des ressources humaines afin d'assurer la mise en œuvre efficace de ces initiatives.

## **PLANS D'APPRENTISSAGE PERSONNALISÉS**

En février 2004, après l'adoption de la Politique pour l'apprentissage continu dans la fonction publique qui met de l'avant le concept d'apprentissage continu des employés, Statistique Canada a élaboré un cadre d'apprentissage continu et mis en place plusieurs mécanismes pour favoriser l'apprentissage au sein de l'organisme. Ces mécanismes comprennent un réseau de champions divisionnaires de l'apprentissage désignés pour analyser les besoins d'apprentissage de leur propre division, établir un plan d'apprentissage divisionnaire et orienter les activités d'apprentissage dans leur division, ainsi qu'une « trousse d'outils » en vue d'aider les superviseurs et les employés à élaborer un plan d'apprentissage personnel. Un recueil d'activités d'apprentissage générales a été créé pour permettre aux employés et aux cadres de choisir des activités leur permettant d'atteindre leurs objectifs d'apprentissage. La possibilité d'avoir un plan d'apprentissage personnel a été offerte à tous les employés. En août 2004, plus de 80 % des employés de Statistique Canada qui avaient rempli le formulaire d'examen du rendement de l'employé avaient discuté de possibilités d'apprentissage avec leur superviseur immédiat et plus de 70 % avaient présenté sous sa forme définitive un plan d'apprentissage personnel ou étaient sur le point de le faire. Pour diverses raisons, les employés n'ont pas tous opté pour un plan d'apprentissage personnel, si bien qu'il est impossible d'atteindre un taux de 100 %. Le cadre d'apprentissage qui est en place aujourd'hui servira de point de repère pour l'évaluation qualitative et quantitative destinée à orienter les futures décisions stratégiques.

## **ANALYSE DES NOUVELLES POLITIQUES EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES ADOPTÉES EN CONFORMITÉ AVEC LES NOUVELLES POLITIQUES**

Statistique Canada est considéré comme un organisme exemplaire en matière de formation linguistique. Lorsque sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004 les nouvelles politiques sur les langues officielles du Conseil du Trésor exigeant que tous les postes bilingues de la fonction publique soient pourvus de façon impérative, l'organisme a procédé à un examen et a adopté une stratégie en matière de langues officielles pluriannuelle, pratique et progressive, mais novatrice, prévoyant l'application graduelle de la dotation impérative des postes sur une période de trois ans. Cela a permis aux employés d'acquérir les compétences indispensables au déroulement de leur carrière. L'examen a révélé qu'il existait déjà un arriéré d'employés attendant de recevoir une formation linguistique à temps plein. L'organisme a conçu et mis en place un programme de formation linguistique à temps plein sur place d'une grande efficacité, qui s'intitule Programme de formation accéléré et qui complète le programme déjà établi de formation linguistique à temps partiel offert aux employés.

### Tableau 13 : Mandat législatif pour Statistique Canada

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la Loi sur la statistique, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la diffusion de données particulières :

<i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	L.R.C., 1985, ch. S-23
<i>Loi constitutionnelle</i>	1867
<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	L.R.C., 1985, ch. 1, telle que modifiée
<i>Loi des ressources naturelles de l'Alberta</i>	1930, ch. 3, telle que modifiée
<i>Loi électorale du Canada</i>	2000, ch. 9
<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1994, ch. 28
<i>Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés</i>	L.R.C., 1985, ch. C-28
<i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1996, ch. 23, telle que modifiée
<i>Loi sur l'efficacité énergétique</i>	1992, ch. 36, telle que modifiée
<i>Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada</i>	1997, ch. 40
<i>Loi sur la concurrence</i>	L.R.C., 1985, ch. C-34
<i>Loi sur la représentation</i>	L.R.C., 1986, ch. 8
<i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i>	2001, ch. 6, telle que modifiée
<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	L.R.C., 1985, ch. E-3, telle que modifiée
<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>	L.R.C., 1985, ch. O-9, telle que modifiée
<i>Loi sur la surveillance du secteur énergétique</i>	L.R.C., 1985, ch. E-8, telle que modifiée
<i>Loi sur la suspension de la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	1994, ch. 19
<i>Loi sur la taxe d'accise</i>	L.R.C., 1985, ch. E-15, telle que modifiée
<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-2
<i>Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer</i>	L.R.C., 1985, ch. R-4, telle que modifiée
<i>Loi sur le développement industriel et régional</i>	L.R.C., 1985, ch. I-8, telle que modifiée
<i>Loi sur le gouverneur général</i>	L.R.C., 1985, ch. G-9, telle que modifiée
<i>Loi sur le Ministère de la Santé</i>	1996, ch. 8
<i>Loi sur le pipe-line du Nord</i>	L.R.C., 1985, ch. N-26, telle que modifiée
<i>Loi sur le Régime de pensions du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-8
<i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i>	L.R.C., 1985, ch. W-3, telle que modifiée
<i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>	L.R.C., 1985, ch. F-8, telle que modifiée
<i>Loi sur les banques</i>	L.R.C., 1991, ch. B-1
<i>Loi sur les brevets</i>	L.R.C., 1985, ch. P-4, telle que modifiée
<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i>	L.R.C., 1985, ch. C-43, telle que modifiée
<i>Loi sur les douanes</i>	L.R.C., 1985, ch. 1
<i>Loi sur les juges</i>	L.R.C., 1985, ch. J-1, telle que modifiée
<i>Loi sur les normes de prestations de pension</i>	L.R.C., 1985, ch. P-7, telle que modifiée
<i>Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts</i>	L.R.C., 1985, ch. M-13, telle que modifiée
<i>Loi sur les pensions</i>	L.R.C., 1985, ch. P-6, telle que modifiée
<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	L.R.C., 1985, ch. S-24, telle que modifiée
<i>Loi sur les subventions aux provinces</i>	L.R.C., 1985, ch. P-26, telle que modifiée
<i>Loi sur les télécommunications</i>	1993, ch. 38, telle que modifiée
<i>Loi sur les traitements</i>	L.R.C., 1985, ch. S-3, telle que modifiée
<i>Loi sur les transports au Canada</i>	1996, ch. 10, telle que modifiée
<i>Révisions de la Constitution</i>	1996, ch. 1, telles que modifiées